

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Traités passés le 28 Mai 1902

ENTRE LE CHILI et la RÉPUBLIQUE ARGENTINE

SUR

l'Arbitrage et la Limitation des Armements

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 26 Avril 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Armand BILLARD

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

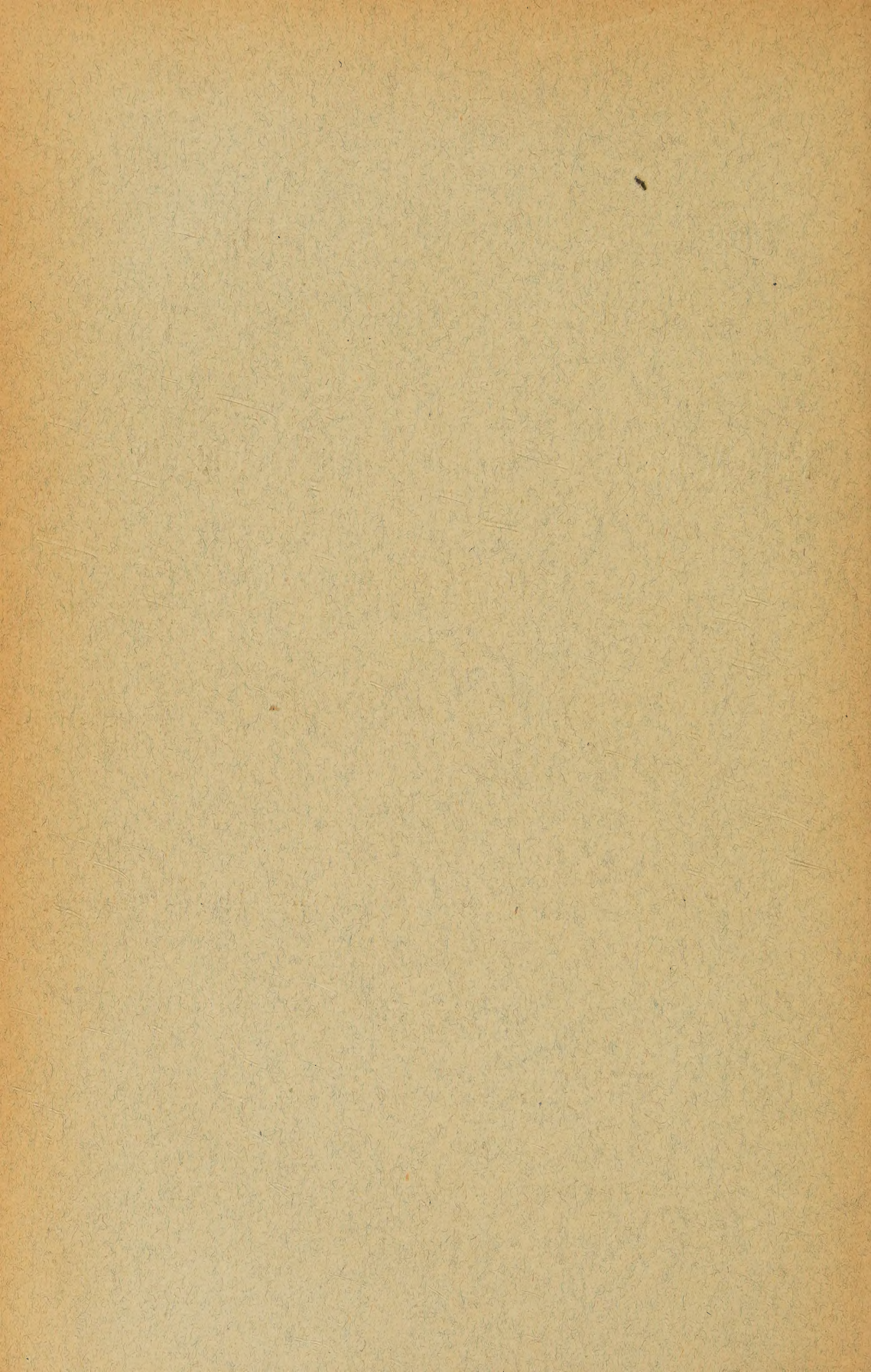
Président : M. PILLET, *professeur*
Suffragants { MM. RENAULT, *professeur*
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *agrégé*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, EDITEURS

15, rue Racine, 15

1910



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs .

FACULTE DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Traités passés le 28 Mai 1902

ENTRE LE CHILI et la RÉPUBLIQUE ARGENTINE

SUR

l'Arbitrage et la Limitation des Armements

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 26 Avril 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Armand BILLARD

Avocat à la Cour d'Appel de Paris



Président : M. PILLET, professeur
Suffragants : MM. RENAULT, professeur
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, EDITEURS

15, rue Racine, 15

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DU TRAITÉ D'ARBITRAGE

AVANT-PROPOS

L'étude des traités du 28 mai 1902 établissant l'arbitrage obligatoire et le régime de limitation des armements entre le Chili et la République Argentine mérite plus qu'aucune autre de retenir l'attention des adeptes du droit international public : Ces traités constituent, en effet, à plusieurs points de vue, un fait du plus haut intérêt.

Le traité d'arbitrage est d'abord, de toutes les conventions d'arbitrage permanent et général, et même, semble-t-il, de toutes les conventions d'arbitrage quelles qu'elles soient, actuellement en vigueur, celle qui paraît être appelée à jouer le plus fréquemment, et ce, au sujet des litiges les plus divers. Il est, en effet, conclu entre deux grands

pays, voisins l'un de l'autre, jeunes, pleins de forces vives et de turbulence, célèbres déjà dans l'histoire par l'importance et l'acuité de leurs nombreux démêlés. Tout, jusqu'à ce jour, a concouru à les diviser. Les rivalités politiques et économiques, l'imprécision et la communauté des frontières sont autant de causes de graves désaccords entre ces Etats, contigus sur des milliers de kilomètres, et dont la lutte pour l'influence dans le sud de l'Amérique et le Pacifique a toujours été des plus ardentes. On peut donc prévoir d'ores et déjà, sans risque d'erreur, que les différends susceptibles de donner lieu à un arbitrage se présenteront en grand nombre et que les clauses du traité devront être appliquées très fréquemment.

En second lieu c'est par son effectivité certaine que le traité d'arbitrage du 28 mai 1902 apparaît comme tout à fait remarquable. Les dispositions contractuelles ne semblent pas, en effet, devoir être violées par le Chili et la République Argentine. Les deux pays se sont liés d'une manière juridique très forte. Ils ont adopté des dispositions telles qu'il ne semble guère possible qu'un différend entre les deux pays puisse échapper à l'arbitrage. Pour la première fois dans l'histoire de l'arbitrage nous voyons un arbitre qui peut être saisi du li-

tige par une seule des parties et qui n'a pas besoin du consentement de l'autre pour trancher le différend par une sentence qui doit être obéie. Un compromis n'est pas nécessaire. Lorsque l'accord n'a pu se faire entre les Etats soit pour fixer l'objet du litige, soit pour régler d'autres points relatifs à la solution du litige, c'est à l'arbitre qu'il appartient de fixer l'objet du litige et de déterminer sa propre compétence ! C'est à lui encore qu'il appartient de solutionner toutes les difficultés qui pourraient survenir au cours de la procédure ! Il peut même intervenir au sujet de l'exécution de la sentence ! On voit combien l'on est loin des traités ordinaires d'arbitrage que l'on appelle obligatoire et qui, en réalité, ne sont que des traités d'arbitrage facultatif. En résumé, le traité du 28 mai 1902 possède, par sa structure juridique même, une grande force d'obligation.

Mais il y a d'autres garanties d'une exécution fidèle des clauses du traité. Elles sont très nombreuses et d'ordre divers.

Nous citerons d'abord l'esprit de conciliation et de parfaite entente qui a présidé à la conclusion des traités. Les deux pays, las de voir la guerre constamment imminente pour des différends sans cesse renaissants, qu'il fallait cependant solu-

tionner, ont pris ces dispositions pacifiques avec le plus grand enthousiasme et la plus entière bonne foi. C'est là un point que les documents appropriés laissent indiscutable (1).

Un second indice de la bonne foi et de la sincérité des deux Etats contractants c'est la convention de limitation des armements qui a été annexée au traité d'arbitrage. Les auteurs de ce groupe de dispositions contractuelles de mai 1902 ont jugé, en effet, prudent et sage de rendre égale autant que possible la puissance militaire des deux pays. Nous verrons toutefois que la convention de limitation ne s'applique qu'aux armements maritimes. Cela ne saurait étonner, car une limitation des forces de terre apparaît comme à peu près impossible, étant donné la difficulté de contrôle pour chacune des parties. Il est facile d'augmenter de 20.000 hommes un effectif de terre en les disséminant dans les régiments, mais il est impossible de donner à une flotte une grosse unité nouvelle sans que le reste du monde en soit averti. D'ailleurs, sans insister, et sans rechercher ici quelle est la pensée qui a déterminé les Etats contractants à ne limiter que les forces de mer, nous

1. Voir Renault et Descamps. Texte du traité. Exposé des motifs. *Le Temps*, juin 1902.

constaterons que le résultat est déjà appréciable et que le principe de justice aura beaucoup plus de chance d'être respecté entre individualités d'égale force.

A notre sens, d'ailleurs, l'égalité désirée de la puissance militaire de chacun des deux pays n'est pas le seul motif de la stipulation relative aux armements. L'Argentine et le Chili ont craint que le développement continu et progressif de leurs armements maritimes ne les entraînent dans les entreprises de domination et de conquête que l'on redoutait de part et d'autre depuis si longtemps. Limiter les armements et les équilibrer par une diminution respective c'était solutionner peut-être l'éternelle rivalité maritime.

Quoi qu'il en soit la convention de limitation est la seule qui ait jamais été conclue. Son étude ne saurait dès lors nous laisser indifférents.

Ces deux traités présentent donc le plus haut intérêt.

En effet, l'expérience en cours montrera d'abord si les pays signataires se résolvent à tenir scrupuleusement leurs engagements, c'est-à-dire à soumettre à l'arbitrage tous les litiges quelles que soient leur nature et leur importance, alors même qu'ils seraient politiques et toucheraient à leurs intérêts

vitaux ; ou bien, si, malgré le traité qui soumet formellement à l'arbitrage tous les différends quelle que soit leur nature, ils n'hésitent pas à soustraire à l'arbitrage certains différends à cause de leur importance, soit en violant manifestement le traité, soit en se retranchant derrière la cause restrictive qui, ainsi qu'il le sera démontré plus loin, est très élastique. C'est cette dernière éventualité qui nous paraît la plus vraisemblable, à nous qui pensons avec beaucoup d'autres qu'il est certains litiges que les Etats ne soumettront jamais à l'arbitrage, car ils ne sont pas susceptibles de l'être par leur nature. C'est pourquoi il nous paraît vraisemblable que le cas échéant ces pays ne se conformeront pas aux clauses du traité. Mais si par extraordinaire ils se laissaient aller à soumettre à l'arbitrage même des différends de la nature de ceux qui nous semblent incompatibles avec ce mode de solution des conflits internationaux, il serait intéressant de se rendre compte des conséquences de cette attitude, et cela viendrait éclairer singulièrement la controverse sur le point de savoir si tous les litiges ou certains seulement peuvent être soumis à l'arbitrage. On peut donc dire que ce traité constitue l'expérience rare, unique, qui permettra d'apprécier d'après l'étude des faits

la valeur de l'arbitrage obligatoire. C'est une expérience que ne doivent pas perdre de vue les théoriciens du droit international public. Dans de nombreuses années d'après les avantages retirés d'un tel état de choses par le Chili et l'Argentine, ou, au contraire, les inconvénients subis, le bon et le mauvais côté d'un tel régime apparaîtront sans doute avec la plus grande netteté. Ce n'est, certes, pas là un fait de médiocre importance. De cette étude des résultats positifs on pourra conclure que l'établissement de traités d'arbitrage permanent et général est profitable ou nuisible aux Etats, et de la théorie passer à l'application. La doctrine ne saurait donc perdre de vue une telle expérience qui sera certainement féconde en enseignements utiles.

De même la convention de limitation des armements constitue une expérience unique du plus haut intérêt. En effet alors que certaines puissances ont déjà pensé au désarmement ou à la limitation des armements et que ces idées ont eu certains protagonistes parmi la doctrine, il sera tout à fait suggestif de voir dans quelques années si cette convention a été heureuse ou néfaste pour les deux pays qui l'ont signée. Certains ont prétendu que par un tel acte le Chili et l'Argentine se dimi-

nuaient par rapport à leurs voisins et s'affaiblissaient de façon très dangereuse. L'avenir nous apprendra si ces prévisions pessimistes sont fondées, ou si, au contraire, les traités ont répondu par d'heureux résultats aux espoirs qu'ils avaient fait naître.

Le traité de limitation de même que le traité d'arbitrage est donc du plus haut intérêt, et c'est là une considération qui nous a fait joindre leurs études. Mais ce n'est pas le seul lien qui unisse les deux traités. Ils ont été, en outre, conclus le même jour et sont nés du même état d'esprit. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, on peut dire que le traité de limitation est le complément du traité d'arbitrage, parce qu'il a été conclu pour aplanir certaines difficultés, éteindre certaines défiances qui auraient peut-être fait obstacle à l'œuvre visée par le traité d'arbitrage.

A l'heure actuelle il ne nous paraît pas encore possible d'apprécier d'une façon précise les résultats des traités. Ils sont encore trop jeunes ; les états vivent des siècles et pour eux les conséquences de certains faits se font attendre de longues années. Notre étude sur ce point serait donc forcément très incomplète et très superficielle. Les moyens d'information nous manqueraient d'ailleurs. Très

brièvement nous dirons d'un mot qu'à l'abri de l'esprit pacifique des traités les deux pays ont vu se développer prodigieusement, dans le calme et la paix, leur activité économique. Grâce à eux, un événement presque unique dans la vie des Etats s'est réalisé au profit du Chili et de l'Argentine. Les budgets de la guerre et de la marine se sont progressivement dégonflés, et les ressources rendues disponibles sont venues se déverser dans celui des autres départements ministériels, de travaux publics en particulier. La paix entre les deux pays paraît consolidée d'une façon durable. C'est donc une influence heureuse que nous avons à enregistrer.

Aussi n'apprécierons-nous pas dans cette thèse les résultats des traités : seule, nous occuperons leur structure juridique. Et à ce point de vue les traités du 28 mai 1902 sont remarquables. Les exposés des motifs contenus soit dans le corps même du traité, soit dans les actes additionnels, la haute personnalité de l'arbitre souverain d'un grand pays, l'étendue de sa compétence, la forme de la clause restrictive, la méthode de la procédure sont tout autant de particularités intéressantes. Quant à la convention de limitation des armements, elle est de la plus haute originalité.

Au cours de cette thèse, les différentes clauses

du traité seront étudiées point par point, et dans l'ordre successif du texte même. Aussi est-il inutile de tracer ici un plan qui s'impose de lui-même. Dans un dernier chapitre de l'étude du traité d'arbitrage, il nous a paru indispensable de faire un rapide historique de l'arbitrage obligatoire afin de déterminer la place qu'occupe dans ce domaine le traité de 1902, et, afin de mettre en relief sa supériorité incontestable, d'établir une comparaison entre lui et les traités d'arbitrage qui nous paraissent présenter la plus grande force d'obligation.

ACTE PRÉLIMINAIRE DU TRAITÉ GÉNÉRAL D'ARBITRAGE (1)

Réunis au Ministère des Relations Extérieures du Chili, le ministre dudit Département, M. José Francisco Vergara Donoso et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine, M. Don José Antonio Terry, dans le but de convenir des règles, auxquelles devront être soumis les différends de quelque nature que ce soit qui pourraient troubler les bonnes relations existantes entre l'un et l'autre pays et de consolider ainsi la paix, maintenue jusqu'à ce jour malgré les alarmes périodiques résultant du long litige de délimitation, M. le ministre plénipotentiaire de la République Argentine a exposé que les intentions de son Gouvernement, conformes à la politique internationale qu'il avait constamment observée, étaient de parvenir en tout cas à résou-

1. Traduction Descamps et Renault. *Recueil international des traités au XX^e siècle.*

dre les questions avec les autres Etats d'une manière amiable; que le Gouvernement de la République Argentine avait obtenu ce résultat tout en se maintenant dans son droit et en respectant entièrement la souveraineté des autres nations sans s'immiscer dans leurs affaires intérieures, ni dans leurs questions extérieures; qu'en conséquence il ne pouvait y avoir place dans son esprit pour des projets d'expansions territoriales, qu'il perséverait dans cette politique et que croyant interpréter le sentiment public de son pays, il faisait les présentes déclarations, maintenant que le moment était venu pour le Chili et la République Argentine d'écarter toute cause de troubles dans leurs relations internationales.

M. le ministre des Relations Extérieures a exposé de son côté: que son Gouvernement a eu et a les mêmes intentions élevées que le M. le ministre de la République Argentine venait d'exprimer au nom du sien; que le Chili avait donné de nombreuses preuves de la sincérité de ses aspirations en introduisant dans ses traités internationaux le principe de l'arbitrage pour solutionner les difficultés avec les nations amies; que respectant l'indépendance et l'intégrité des autres Etats, il n'a pas de projets d'extensions territoriales, à l'ex-

ception de celles qui résulteront de l'exécution des traités en vigueur ou de ceux qui seront ultérieurement conclus ; qu'il persévérerait dans cette politique ; qu'heureusement la question de limites entre le Chili et la République Argentine avait cessé d'être un danger pour la paix, depuis que les deux Etats attendent la prochaine sentence arbitrale de Sa Majesté Britannique (1) ; que, par conséquent, croyant interpréter le sentiment public du Chili, il faisait la présente déclaration estimant comme M. le ministre argentin, que le moment était venu d'écarter toute cause de trouble dans les relations entre l'un et l'autre pays.

Vu cette uniformité d'aspirations il a été convenu :

1^o De conclure un traité général d'arbitrage garantissant la réalisation des intentions sus-relatées ;

2^o De dresser le protocole de la présente conférence, lequel sera considéré comme faisant partie dudit traité d'arbitrage.

En foi de quoi ils ont signé deux exemplaires du présent acte, le 28 du mois de mai 1902.

J. F. VERGARO DONOSO

J. A. TERRY

1. La sentence est intervenue le 20 novembre 1902.

TRAITÉ GÉNÉRAL D'ARBITRAGE

Les Gouvernements de la République Argentine et de la République du Chili animés du commun désir de résoudre par des moyens amiables toute question quelconque qui pourrait s'élever entre les deux pays ont résolu de conclure un traité général d'arbitrage à l'effet de quoi ils ont nommé pour ministres plénipotentiaires savoir :

S. E. le Président de la République du Chili, M. Don José Francisco Vergaro Donoso, ministre d'Etat au Département des Relations Extérieures ; etc. ;

S. E. le Président de la République Argentine, M. Don José Antonio Terry, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ce pays ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, qu'ils ont trouvés suffisants et en due forme, sont convenus des stipulations contenues dans les articles suivants :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'obligent à soumettre à un jugement arbitral tous les conflits, de quelque nature que ce soit, qui, pour une cause quelconque, surgiraient entre elles, en tant qu'ils ne touchent pas aux préceptes de la constitution de l'un ou de l'autre

pays et toutes les fois qu'ils ne pourront être solutionnés au moyen de négociations directes.

Art. 2. — On ne pourra pas renouveler en vertu du présent traité les questions ayant fait l'objet d'arrangements définitifs entre les Parties. En tels cas l'arbitrage sera exclusivement limité aux questions soulevées sur la validité, l'interprétation et l'exécution desdits arrangements.

Art. 3. — Les Hautes Parties contractantes désignent comme arbitre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Si l'une des Parties vient à rompre ses relations amicales avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, les deux Parties désignent comme arbitre, dans ce cas, le Gouvernement de la Confédération Suisse. Dans le délai de soixante jours à compter de l'échange des ratifications, les deux Parties demanderont ensemble ou séparément au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, arbitre en premier lieu, et au Gouvernement de la Confédération Suisse, arbitre en second lieu, qu'ils daignent accepter la charge d'arbitre que leur confère le présent traité.

Art. 4. — Les points, questions, ou différends, qui seront soumis à l'arbitrage seront fixés par les Gouvernements contractants, lesquels pourront déterminer l'étendue des pouvoirs de l'arbitre et toute autre circonstance quelconque relative à la procédure.

Art. 5. — A défaut d'entente chacune des parties pourra solliciter l'intervention de l'arbitre à qui il appartiendra de fixer l'objet du litige, l'époque, le lieu et les formalités de la procédure comme aussi de résoudre toutes les difficultés de procédure qui pourraient surgir au cours des débats.

Les Parties s'obligent à mettre à la disposition de l'arbitre tous les moyens d'information, dont elles disposeront.

Art. 6. — Chacune des Parties pourra constituer un ou plusieurs mandataires chargés de la représenter devant l'arbitre.

Art. 7. — L'arbitre est compétent pour décider de la validité du compromis et pour l'interpréter ; il l'est aussi pour résoudre les controverses qui s'élèveraient entre les Parties sur la question de savoir si certaines questions ont ou n'ont pas été soumises à la juridiction arbitrale dans l'acte de compromis.

Art. 8. — L'arbitre devra juger conformément aux principes du droit international, à moins que le compromis n'impose l'application de règles spéciales ou ne l'autorise à agir comme amiable compositeur.

Art. 9. — La sentence devra décider définitivement chacun des points en litige, en exprimant ses motifs.

Art. 10. — La sentence sera rédigée en double original et elle devra être notifiée à chacune des Parties par l'intermédiaire de son représentant.

Art. 11. — La sentence légalement rendue décide dans les limites de sa portée la contestation entre les Parties.

Art. 12. — L'arbitre fixera dans la sentence le délai dans lequel elle doit être exécutée et il sera compétent pour résoudre les questions qui pourront surgir au sujet de son exécution.

Art. 13. — La sentence n'est pas susceptible d'appel, et son exécution est confiée à l'honneur des Nations signa-

taires de ce pacte. Toutefois on admettra le recours en revision devant le même arbitre qui l'aura prononcée à condition qu'il soit formé avant l'expiration du délai fixé pour son exécution et dans les cas suivants :

1° Si la sentence est rendue en vertu d'un document faux ou altéré ;

2° Si la sentence a été en tout ou en partie la conséquence d'une erreur de fait provenant des pièces ou documents du procès.

Art. 14. — Chacune des Parties paiera ses frais propres et la moitié des frais généraux de l'arbitre.

Art. 15. — Le présent traité demeurera en vigueur pendant dix ans à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant son expiration, il sera tenu pour renouvelé pour une autre période de dix années et ainsi de suite.

Le présent traité sera ratifié et ses ratifications seront échangées à Santiago du Chili dans les six mois de sa date (1).

En foi de quoi les plénipotentiaires de la République Argentine et de la République du Chili ont signé et scellé de leurs sceaux respectifs, et par duplicata, le présent traité dans la ville de Santiago le 28 mai 1902 (2).

J. F. VERGARO DONOSO

J. A. TERRY

1. Echange des ratifications le 22 septembre 1902 à Santiago du Chili.

2. Le texte du « Protocole explicatif du traité d'arbitrage et de la convention sur les armements maritimes du 28 mai 1902 », signé à Santiago le 16 juillet 1902, sera donné avec le texte de la convention de limitation, car il vise plutôt cette dernière que le traité général d'arbitrage.

LA CLAUSE RESTRICTIVE DU TRAITÉ DU 28 MAI 1902

Aux termes de l'acte préliminaire du traité d'arbitrage, ce dernier a été conclu « afin de conserver les bonnes relations existantes entre l'un et l'autre pays et de consolider ainsi la paix, maintenue jusqu'alors malgré les alarmes périodiques résultant du long litige de limitation ». Le but du traité est, ainsi qu'il est dit dans l'article 1^{er}, d'obliger les deux Etats contractants à résoudre, par le moyen pacifique de l'arbitrage, tous les litiges, à quelques exceptions près, qui viendraient à surgir entre eux et qui n'auraient pu être solutionnés au moyen de négociations directes.

Nous nous trouvons donc en présence d'un traité général d'arbitrage soumettant à l'arbitrage tous les conflits de quelque nature que ce soit, à l'exception de ceux déterminés par la clause restrictive.

La clause restrictive de l'obligation à l'arbitrage

est, certainement, dans l'étude des traités d'arbitrage obligatoire un des points de vue les plus intéressants. Il n'existe, en effet, à l'heure actuelle, que très peu de stipulations d'arbitrage absolument générales, c'est-à-dire étendant l'arbitrage sans exception à tous les différends susceptibles de se produire. Chaque traité a donc un caractère de généralité plus ou moins grand qui dépend de l'étendue de la clause restrictive.

Pour mettre en relief l'originalité de la clause restrictive du traité de 1902 il suffira de la comparer aux formes les plus couramment employées dans les traités d'arbitrage. Il serait oiseux, en effet, de passer en revue successivement toutes les formes de clauses insérées dans la multitude des conventions d'arbitrage. Nous dirons brièvement que, d'une manière générale, quelle que soit la forme employée, elle a pour but de permettre aux Etats contractants d'échapper à l'arbitrage lorsqu'ils le jugent nécessaire. C'est là, en effet, le but visé et atteint grâce à l'imprécision et au vague des formules employées.

Nous ne rappellerons ici que pour mémoire, dans l'examen de ces clauses, les conventions spéciales d'arbitrage, n'étendant l'arbitrage qu'à des cas limitativement déterminés. Dans la plu-

part de ces traités, une clause restrictive, vient en outre soustraire à l'arbitrage en présence de certaines éventualités, les différends qui devraient normalement lui être soumis. Citons pour exemple la clause restrictive du traité franco-anglais et franco-italien qui est ainsi conçue :

« Seront soumis à l'arbitrage, les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existants à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux ni l'indépendance ou l'honneur des deux Etats contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts des tierces puissances, etc. »

Sans renouveler ici une discussion sur la portée d'une telle clause, il faut constater simplement qu'au nom des intérêts vitaux, de l'indépendance ou de l'honneur menacés, tous les différends sans exception peuvent être soustraits à l'arbitrage.

Quant aux conventions générales d'arbitrage elles présentent presque toutes une restriction (1). La clause compromissoire générale contenue dans

1. Exemple de traité sans clause restrictive : Bolivie et Pérou, 21 novembre 1901.

Traités sans clause restrictive abrogés : 1872, Costa-Rica, Venezuela, Honduras Salvador ; 1882, Salvador, Venezuela.

le traité de commerce du 5 juillet 1894 entre les Pays-Bas et le Portugal est ainsi conçue :

« Tous les différends sont soumis à l'arbitrage, sauf ceux qui touchent à l'indépendance ou à l'autonomie de l'un ou de l'autre pays. » C'est là une des formes qu'affecte souvent la clause restrictive des traités d'arbitrage.

Le plus souvent, cependant, les litiges exceptés sont ceux qui mettent en cause l'indépendance ou l'honneur des Etats contractants et qui touchent aux intérêts des tierces puissances.

Or c'est précisément une des originalités du traité argento-chilien du 28 mai 1902 que de présenter une clause restrictive inconnue des traités passés par les puissances européennes et qui diffère étonnamment des clauses restrictives citées ci-dessus. Il ne faudrait pas croire cependant qu'elle soit unique en son genre, qu'elle ne soit insérée que dans le seul traité chilo-argentin. Elle est très fréquente au contraire, non seulement parmi les traités passés par la République Argentine, mais encore dans ceux conclus par les autres Etats de l'Amérique du Sud.

C'est ainsi que nous la trouvons par exemple, dans les traités du 8 juin 1899, entre la République Argentine et l'Uruguay ; du 6 novembre 1899,

entre la République Argentine et le Paraguay ; du 3 février 1902, entre la République Argentine et la Bolivie ; du 21 novembre 1901 entre la Bolivie et le Pérou, etc. On voit que cette clause est de tradition dans l'Amérique du Sud. Elle est, d'ailleurs, toujours formulée de façon invariable : Tous les litiges sont soumis à l'arbitrage : *En cuanto no afectan a los preceptos de la constitucion.*

Mais avant d'entreprendre l'étude de cette clause il convient d'examiner dans le traité chilien les articles qui la présentent.

C'est dans les deux premiers articles que se trouve contenue la clause d'obligation à l'arbitrage. Ils sont ainsi conçus :

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes s'obligent à soumettre à un jugement arbitral tous les conflits de quelque nature que ce soit qui pour une cause quelconque surgiraient entre elles en tant qu'ils ne touchent pas aux préceptes de la constitution de l'un ou de l'autre pays et toutes les fois qu'ils ne pourront être solutionnés au moyen de négociations directes.

Art. 2. — On ne pourra pas renouveler en vertu du présent traité les questions ayant fait l'objet d'arrangements définitifs entre les Parties. En tels cas l'arbitrage sera exclusivement limité aux questions soulevées sur la validité, l'interprétation et l'exécution desdits arrangements.

Ainsi donc l'obligation à l'arbitrage est générale toutes les fois que le différend à régler n'a pu être solutionné au moyen de négociations directes. C'est là une disposition qu'il était peut-être inutile d'insérer dans le traité, car il est de toute évidence qu'avant de recourir à l'arbitrage qui est un moyen extrême et de conséquences souvent désagréables à l'une des deux Parties, les Etats en désaccord préféreront toujours tenter un arrangement amiable. Ce n'est donc qu'après l'échec de la tentative de transaction par voie diplomatique que se présentera l'éventualité de l'arbitrage.

L'article 2 excepte aussi de l'arbitrage les questions ayant déjà fait l'objet d'arrangements définitifs entre les Parties. « En tels cas, dit le texte, l'arbitrage sera exclusivement limité aux questions soulevées sur la validité, l'interprétation et l'exécution desdits arrangements.

C'est là une disposition bien extraordinaire (1).

Elle vise surtout les solutions données aux différends de frontières soit par voie d'arrangements amiables, soit par la voie de sentences arbitrales.

1. Cette même disposition se retrouve dans les traités signés par l'Argentine avec l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie.

Mais elle ne saurait avoir aucune portée. Etant donné qu'il existe sur ces points des conventions liant les parties, ces conventions seraient manifestement violées si les Etats contractants voulaient à nouveau agiter ces questions définitivement réglées. On ne voit donc pas l'utilité de cette disposition, car ce n'est certainement pas elle qui donnerait plus de force aux conventions préexistantes, si l'une des parties s'avisait de les violer.

On peut même dire que les deux Etats ont atteint par cette disposition malheureuse un but tout à fait opposé à celui qu'ils visaient. En effet, en spécifiant que seraient toutefois soumises à l'arbitrage les questions soulevées sur la validité, l'interprétation et l'exécution des traités, les parties contractantes laissent entrevoir la possibilité de différends pouvant survenir à l'occasion de questions définitivement réglées. De là à soulever des difficultés lorsque l'utilité s'en fera sentir, il n'y a qu'un pas. Dans l'espoir d'un arbitrage nouveau plus favorable de conséquences que la convention primitive, les Etats se laisseront peut-être aller à soulever des difficultés, ce qu'ils n'auraient sans doute pas osé faire auparavant de peur que leur façon d'agir ne paraisse une violation manifeste des traités. Dorénavant on pourra dans les deux

Etats raisonner de la manière suivante : Sans doute, nous exécutons les conventions d'une façon qui paraît contraire à leurs dispositions, mais qu'importe puisqu'en vertu du traité général d'arbitrage les difficultés soulevées à ce sujet pourront être soumises à l'arbitrage.

De toute évidence il y a là dans la convention d'arbitrage un point d'une extrême faiblesse.

Mais ce qui doit retenir plus longuement notre attention c'est la clause restrictive contenue dans l'article premier. Elle est, en effet, de la plus haute originalité, et demande une étude très approfondie. Elle est ainsi conçue :

Article premier. — Les hautes parties contractantes s'obligent à soumettre à un jugement arbitral tous les conflits de quelque nature que ce soit, qui, pour une cause quelconque, surgiraient entre elles *en tant qu'ils ne touchent pas aux préceptes de la constitution de l'un ou de l'autre pays.*

A première vue, cette clause ne paraît pas avoir un caractère très restrictif. Les constitutions des Etats européens sont, en effet, en général peu, développées et ne touchent pour la plupart qu'à la forme politique du pays.

Mais lorsqu'on se trouve en présence des cons-

titutions de l'Amérique du Sud, et en particulier de celles de la République Argentine et du Chili, on peut dire qu'une telle clause, exceptant de l'arbitrage tous les conflits qui peuvent toucher à la constitution des pays contractants, permet de soustraire à l'arbitrage n'importe quel différend. C'est ce qu'une étude sommaire des constitutions de l'Argentine et du Chili prouvera de la manière la plus certaine.

Ces constitutions sont de longs textes où il est traité de tout ce qui intéresse la vie du pays, non seulement au point de vue politique, mais encore au point de vue économique.

La constitution nationale de la République Argentine ne comprend pas moins de 110 articles. Elle est la constitution votée par les quatorze provinces de la République Argentine, constitution nationale régissant tout le pays. Or dans un de ses derniers articles nous trouvons la disposition suivante : « La constitution nationale sera complétée sur les points non traités par elle par les constitutions des différentes provinces. » Cette clause nous obligera à donner un aperçu des constitutions des différentes provinces qui sont d'après cet article le complément et le prolongement de la constitution nationale.

La Constitution Nationale de l'Argentine se divise ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

DÉCLARATIONS.— DROITS.— GARANTIES

DEUXIÈME PARTIE

AUTORITÉS DE LA NATION

TITRE PREMIER

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

SECTION I.— *Du pouvoir législatif* (5 chapitres).

SECTION II.— *Du pouvoir exécutif* (4 chapitres).

SECTION III.— *Du pouvoir judiciaire.*

TITRE II

GOUVERNEMENT DES PROVINCES

CHAPITRE UNIQUE

Pour montrer combien cette constitution est détaillée et touche aux moindres phénomènes de la vie du pays, il convient de passer en revue les différents articles du chapitre unique de la première partie et d'en faire un résumé succinct.

Article premier.— Forme républicaine du Gouvernement.

Art. 2.— Catholicisme, culte officiel.

Art. 3.— Résidence des autorités.

Art. 4. — Sources des revenus de la nation.

Art. 5. — Constitutions particulières des provinces.

Art. 6. — Causes d'intervention du pouvoir central dans les provinces.

Art. 7. — Force probante des actes publics de province à province.

Art. 8. — Droits des citoyens de province à province. Extradition.

Art. 9. — Douanes.

Art. 10. — Circulation libre des produits.

Art. 11-12. — Franchise de douanes intérieures.

Art. 13. — Modification du territoire des provinces.

Art. 14. — Droits des citoyens.

Art. 15. — Interdiction de l'esclavage.

Art. 16. — Négation des prérogatives du sang et de la noblesse.

Art. 17. — Inviolabilité de la propriété.

Art. 18. — Non-rétroactivité des lois. Droit à la loi et au juge naturel.

Art. 19. — Liberté de faire tout ce qui n'est pas interdit par la loi.

Art. 20. — Droit des étrangers.

Art. 21. — Obligation des cités à la défense de la patrie.

Art. 22. — Crime de sédition.

Art. 23. — Etat de siège.

Art. 24. — Réformes de la législation par le Congrès.

Art. 25. — Faveur à l'immigration européenne.

Art. 26. — Liberté de navigation.

Art. 27. — Traité de commerce.

Art. 28. — Interdiction aux lois d'exécution de porter atteinte à ces articles.

Art. 29. — Limites du pouvoir du Congrès.

Art. 30. — Circonstances de réforme de la Constitution.

Art. 31. — La Constitution est la loi suprême.

Art. 32-33. — Non-rétroactivité de la Constitution, pourvu que les droits et garanties ne soient pas contraires aux principes de la souveraineté du peuple et de la forme républicaine de la Constitution. C'est à l'esprit et non à la lettre de la Constitution qu'il faut s'attacher.

Art. 34-35. — Dénomination des provinces.

Les autres parties de la Constitution Nationale de l'Argentine sont tout aussi détaillées, et il faut faire ressortir qu'en vertu de la disposition formelle de l'article 33 c'est à l'esprit et non à la lettre de la Constitution qu'il faut s'attacher dans son interprétation. Les dispositions constitutionnelles sont donc aussi élargies que possible et il convient de rappeler ici que les points non traités dans la Convention Nationale sont régis par les constitutions particulières des provinces. Une énumération aussi rapide que possible permettra d'avoir une idée du nombre et de l'étendue de ces constitutions :

Provinces de :	Buenos-Aires.....	231	articles
—	Coutoba.....	181	—
—	Entre-Rios.....	86	—
—	Corrientes.....	95	—
—	Santa-Fé.....	143	—
—	Tucuman.....	80	—
—	La Rioja.....	119	—
—	La Salta.....	209	—
—	San Juan.....	175	—
—	Santiago del Estero.	53	—
—	De Jujuy	106	—
—	Mendoza.....	71	—
—	Catomarca	87	—
—	San Luis.....	99	—

Quant à la Constitution du Chili elle ne comprend pas moins de 148 articles, et elle forme un texte longuement développé.

Il ne convient pas ici de s'attarder davantage à l'étude de ces constitutions. Nous voulions simplement montrer leur extrême étendue qui donne à la clause restrictive son caractère d'ampleur et d'imprécision.

Quelques exemples suffiront pour montrer que la plupart des litiges peuvent être considérés comme touchant aux préceptes de la Constitution.

Mais auparavant il est indispensable de déter-

miner autant que possible le sens de la clause restrictive.

L'article 1 soumet à l'arbitrage, *Todas las controversias en euanto no afecten a los principios de la Constitucion*. Nous ne saurions donner de meilleure traduction que celle de MM. Descamps et Renault (1). « Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à un jugement arbitral tous les conflits en tant qu'ils ne touchent pas aux préceptes de la Constitution. » Cette traduction est excellente parce qu'elle rend parfaitement le sens très large du texte espagnol.

C'est que, en effet, un différend peut porter atteinte d'une manière plus ou moins directe aux préceptes des Constitutions de l'Argentine et du Chili. Il faut donc distinguer : tantôt, d'une part, ce sera la prétention contraire de l'un des pays qui portera atteinte aux préceptes de la Constitution de l'autre ; tantôt, d'autre part, ce sera la compétence de l'arbitre qui sera exclue implicitement par la Constitution de l'un des pays. Des exemples concrets feront mieux comprendre.

Supposons, par exemple, que le Chili, étant en guerre avec une tierce puissance, demande au Gou-

1. Descamps et Renault. *Recueil international des traités au XX^e siècle*.

vernement Argentin d'empêcher les nationaux de l'Argentine de se livrer à l'exportation et au transport de certaines marchandises considérées par le Chili comme contrebande de guerre. Le Gouvernement de l'Argentine résistant, un conflit s'ensuit. Ce conflit est susceptible d'être soustrait à l'arbitrage, car la prétention du Chili porte, en effet, directement atteinte à un précepte de la Constitution Argentine qui proclame la liberté du commerce maritime et terrestre, qui ne peut être restreint que par les règlements spéciaux élaborés par le Congrès. En l'absence de règlement particuliers sur la matière, une telle prétention porterait directement atteinte aux préceptes de la Constitution.

Supposons encore que par ordre des pouvoirs publics de la République Argentine une congrégation d'origine chilienne, nouvellement établie sur le territoire argentin, soit obligée de se dissoudre. Le Gouvernement Chilien soutenant ses nationaux, un conflit s'élève. Il sera susceptible d'échapper à l'arbitrage. En vertu du paragraphe 15 du texte de la Constitution relatif aux attributions du Congrès, le Congrès est libre d'admettre ou de ne pas admettre dans le pays d'autres ordres religieux que ceux existants.

On pourrait supposer également un conflit, né à propos de douanes. Les douanes argentines, par exemple, par suite d'une erreur inconcevable, auraient perçu sur un point du territoire des droits d'importation inférieurs à ceux qu'elles auraient dû percevoir. Elles réclament le surplus aux importateurs chiliens, qui, soutenus par leur Gouvernement, refusent de payer. Un conflit s'élève, qui peut être soustrait à l'arbitrage, puisque la prétention chilienne porte atteinte à la disposition constitutionnelle du paragraphe 1 du texte de la Constitution relatif aux attributions du Congrès. Aux termes de cette disposition, en effet, les tarifs douaniers sont les mêmes pour toute la frontière argentine (1).

1. Nous avons recherché dans le Recueil d'arbitrages de M. Henri La Fontaine, intitulé *Pasicrisie internationale*, quels étaient les différends que l'Argentine et le Chili avaient le plus fréquemment soumis à l'arbitrage. M. Henri La Fontaine reproduit la sentence de dix arbitrages dans lesquels l'Argentine était partie. Sur les dix, quatre sont des différends de frontières dont deux avec le Chili; trois relatifs à des actes de guerre civile, et trois qui sont englobés sous la dénomination de réclamations particulières. Ces réclamations particulières sont, le plus souvent, ainsi que le dit M. Wamarowoki, «le plus généralement des différends relatifs à des demandes d'indemnités à raison d'arrestations illégales de nationaux d'un des Etats contendants sur le territoire de l'autre, de mauvais traitements, de torts à eux causés par le retard de leur jugement, d'incarcération et d'expulsion arbitraire, de

Si l'on considère maintenant les litiges qui paraissent devoir être les plus fréquents entre les deux pays, les différends de frontières, l'on constate qu'ils échappent d'une manière évidente à l'obligation à l'arbitrage en vertu de la clause restrictive.

L'article 13 de la Constitution Nationale de l'Argentine est ainsi conçue :

Ne pourront être admises de nouvelles frontières en la nation, ne pourra être formée une province de territoires d'autres provinces ni de plusieurs en être formée une seule sans le consentement des pouvoirs publics et du Congrès.

Ces derniers mots excluent la compétence de l'ar-

meurtre dont ils auraient été victimes, demandes de restitution de propriété privée, ou paiement d'indemnités équivalentes ; dommages-intérêts pour capture de navires, détention, saisie de prises, confiscation d'armes, questions de responsabilité vis-à-vis des particuliers pour violation de neutralité et de non-notification de blocus, contestations au sujet des frontières, propriétés d'îles.

Telles sont les nombreuses éventualités qui peuvent donner naissance à des arbitrages. Il serait oiseux et difficile d'imaginer des différends de ces diverses catégories et de rechercher par quels points ils peuvent être considérés comme touchant aux préceptes de la Constitution. Il nous suffisait de montrer par quelques exemples combien était élastique la clause restrictive. Il est de toute évidence que la plupart des litiges pourront échapper à l'arbitrage sans que l'on puisse déterminer d'une façon sérieuse ceux que l'on ne peut pas soustraire à l'arbitrage.

bitre pour les différends de frontières, puisque le Congrès a seul qualité pour acquérir ou aliéner une portion du sol national.

Les dispositions de l'article 13 sont, d'ailleurs, confirmées d'une manière plus forte encore par celles du paragraphe 14 de l'article 67 ainsi conçu :

Seul le Congrès a le droit de régler définitivement les limites du territoire national, de fixer celui des provinces, d'en créer de nouvelles et de déterminer par une législation spéciale l'organisation, l'administration et le gouvernement que doivent avoir les territoires nationaux qui restent hors des limites qui sont assignées aux provinces.

Autre exemple : Supposons qu'un conflit s'élève au sujet d'une vexation subie par un représentant de l'un des deux Etats de la part de l'autre Etat. Il est dit dans la Constitution Argentine que le devoir de faire respecter les agents du pays incombe au Gouvernement. Si le différend n'a pu être réglé par voie diplomatique la clause restrictive permet dans ce cas d'écarter l'arbitrage, car ce serait contrevenir à la disposition constitutionnelle qui établit que c'est au gouvernement et non à des arbitres qu'incombe la mission de faire respecter les agents du pays.

Le même raisonnement peut être tenu à propos

de tous les différends relatifs à des dommages subis par des particuliers de la République Argentine puisque la Convention Nationale charge le Gouvernement de protéger ses nationaux à l'étranger.

Il serait facile, mais peut-être oiseux de donner et de multiplier les exemples, car les différends touchent à des intérêts protégés par les dispositions formelles de la Constitution.

Il apparaît donc d'une manière évidente que théoriquement la plupart des différends peuvent, grâce à la clause restrictive, échapper à l'arbitrage, qui n'est plus dès lors obligatoire, mais simplement facultatif.

Le traité paraît applicable à volonté.

Doit-on en conclure que le traité est inefficace et inutile ? Que sous ses apparences de traité d'arbitrage obligatoire il n'est qu'un traité d'arbitrage facultatif ?

A notre avis, cette convention de 1902 nous paraît contenir une grande force d'obligation. Elle est un engagement solennel et très sincère de soumettre les différends à un arbitre. Tout le prouve : d'abord les déclarations des deux parties dans les divers actes du traité, les exposés des motifs, la nature même de ce groupe contractuel.

Ils ne formaient certainement pas le dessein caché de se soustraire à l'arbitrage ceux qui délibérément rendaient leurs forces égales afin de ne pas être tentés d'abuser de leur supériorité éventuelle. Il est de toute évidence que c'est là une hypothèse invraisemblable.

Mais les auteurs de ces traités ont fait acte de prudence car ils savaient bien qu'il est des différends qu'un pays ne saurait, sans déchoir ou sans compromettre ses intérêts vitaux, soumettre à l'arbitrage. Ils n'ont pas voulu s'exposer à se voir dans l'obligation de violer, sous la poussée des faits, d'une façon manifeste les engagements qu'ils avaient librement contractés.

Ils se sont réservé une porte de sortie en donnant eux aussi à leur traité « une soupape de sûreté ».

Sans doute nous aurions préféré voir la clause restrictive formulée d'une autre manière. Les différends exceptés pouvaient être par exemple ceux qui touchaient à l'indépendance, à l'honneur ou aux intérêts essentiels du pays. A notre point de vue cette clause eût présenté en l'espèce, malgré les apparences, un caractère de généralité moins marqué. Car bien qu'il ne soit pas très difficile de prouver que l'honneur ou les intérêts essentiels

d'un pays sont atteints, la tâche est néanmoins plus ardue que de prouver qu'un différend touche à des constitutions aussi étendues que celles du Chili et de l'Argentine.

En réalité la forme de la clause restrictive nous paraît être de peu d'importance. L'essentiel c'est que la soupape de sûreté existe et nous irons jusqu'à dire qu'un traité d'arbitrage obligatoire sans clause restrictive ne saurait être considéré comme un traité sérieux. A tous moments, aussi bien avant la conclusion du traité qu'après, les deux parties savent fort bien qu'elles violeront le traité si nécessité se présente, et qu'elles le feront sans hésitation aucune étant donné l'importance des intérêts qui se trouveraient engagés le cas échéant. D'ailleurs un tel traité présenterait un caractère de contrainte très marqué qui serait bien de nature à soulever contre lui la résistance de l'opinion publique. Les Etats qui ne sont que des groupements d'individus ont une tendance à faire ce à quoi ils ne sont pas impérativement tenus, mais que commande leur probité et leur honneur plutôt que ce qui leur est imposé par la contrainte.

En résumé, nous dirons que le traité nous paraît tout autant et peut être même plus efficace que s'il contenait une clause absolue de généralité.

Il faut noter, en dernier lieu, que cette clause a paru absolument nécessaire, car les partisans de l'arbitrage ont eu à faire face au reproche que l'on faisait à leur traité d'être inconstitutionnel, puisqu'il soumettait à l'arbitrage des questions que la constitution soumettait formellement à une autre compétence ; par l'adjonction de cette clause le traité perdait son caractère d'inconstitutionnalité. Ce n'est d'ailleurs pas au sujet du traité du 28 mai 1902 que se posait pour la première fois cette question. Nous avons vu, en effet, que la même clause restrictive se retrouvait dans les traités signés antérieurement par l'Argentine. Les traités avec l'Uruguay, la Bolivie, la présentent. Il fallait qu'ils la présentassent pour être constitutionnels. La Constitution Argentine est en effet catégorique sur la question. Aux termes de l'article 27, « le gouvernement fédéral est obligé de consolider ses relations de paix et de commerce avec les puissances étrangères, au moyen de traités qui doivent être en harmonie avec les principes de droit public établis par la constitution *en conformidad con los principios de derecho publico establecidos en esta Constitucion.*

Cette clause restrictive conçue telle qu'elle l'est, s'imposait donc, surtout dans un traité d'arbitrage. Dans ces pays à constitutions provinciales,

la Constitution Nationale, contrat d'association des provinces, est respectée, en effet, comme l'arche sacrée à laquelle il ne faut pas toucher. Les provinces ont chargé le pouvoir central de veiller sur les intérêts essentiels du pays et de les défendre ; dans ce but elles ont remis entre ses mains leurs ressources en hommes et en argent. Si le pouvoir fédéral, de sa propre autorité, par un traité général d'arbitrage, venait à déléguer à un arbitre, par avance et sans recours possible, la mission à lui confiée par la constitution, de déterminer les intérêts du pays et de la défendre, des protestations pleinement justifiées ne manqueraient pas de se faire entendre dans le pays tout entier.

C'est ce qui explique l'existence nécessaire de la clause restrictive et la manière vague dont elle est rédigée. En vain, chercherait on à déterminer théoriquement quels sont les litiges qui lui échappent : Elle a été volontairement rendue imprécise afin que les Etats contractants pussent, le cas échéant, lorsque cela leur paraîtrait nécessaire de le faire, soustraire à l'arbitrage un litige qu'ils se croyaient seuls aptes à juger.

D'ailleurs, il est très vraisemblable que le Chili n'eut pas accepté pareil traité d'arbitrage

sans l'adjonction de cette clause. Cinq mois avant, en effet, à la Conférence pan-américaine de Mexico (novembre 1901), les délégués chiliens, s'ils préconisaient l'arbitrage facultatif, combattaient de toutes leurs forces l'arbitrage obligatoire, et étaient cause de l'échec de la conférence sur ce point. D'ailleurs dix ans plus tôt, à la Conférence de Washington, c'étaient eux qui disaient : « Dans des cas pareils, — (un conflit affectant la dignité ou l'honneur) — on ne cherchera pas des juges pour décider si une nation a le droit de maintenir sa dignité ou de conserver son honneur. L'un et l'autre seront défendus avec tous les éléments de force et de résistance dont il sera possible de disposer, et il n'y aurait pas de témérité à dire qu'un pays qui serait porté à soumettre cette sorte de question au sort d'une décision arbitrale manquerait de raison d'être. » Ils ajoutaient du reste que ceci est tellement dans la nature des choses, qu'on en tient compte en introduisant dans les traités d'arbitrage permanent des formules qui, sous motif de dignité ou de souveraineté nationale, permettent aux Etats dans certains cas remis à leur seule appréciation de se soustraire à l'arbitrage et sur ce point ils émirent avec beaucoup de raison les observations suivantes : « Dire que l'arbitrage sera

employé toutes les fois que le conflit qu'il s'agira de faire cesser n'affectera point par exemple la dignité nationale, et dire que le gouvernement intéressé décidera si la difficulté pendante est de telle nature qu'elle puisse être résolue par le moyen de l'arbitre, c'est dans le fond une même et identique chose, puisque dans les deux cas la même liberté d'action est réservée. Les termes peuvent être et sont en effet différents, mais le résultat pratique de leur application sera le même. Et ce qui vient d'être dit relativement à une de ces formules est applicable à toutes celles du même caractère, car il est évident que l'idée générale qu'elles renferment toutes, est compatible avec la plus complète latitude d'appréciation. »

Ces considérations mettent singulièrement en relief le but véritable de cette clause restrictive, dont il paraît assez inutile de chercher à préciser le sens, sans laquelle le traité ne serait sans doute pas né ; et dont nous ne saurions trop louer l'adjonction salutaire.

L'ARBITRE

L'article 3 est ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes désigneront comme arbitre le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Si l'une des parties vient à rompre ses relations amicales avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, les deux parties désignent comme arbitre dans ce cas le Gouvernement de la Confédération Suisse.

Plusieurs observations s'imposent.

Voici donc un seul arbitre uniformément désigné d'avance pour tous les cas. Bien plus, cet arbitre est le souverain d'un grand et puissant pays avec lequel les deux Etats sont en relations constantes, multiples et de la plus haute importance.

Comme on peut le prévoir aisément les critiques ont été nombreuses à l'égard d'une telle disposition. Nous apprécierons les principales.

On a dit d'abord que le souverain d'un grand

pays appelé à statuer seul, sentirait moins le poids de sa responsabilité, étant donné son indépendance et la certitude de ne pas subir de trop vives critiques, que des hommes de condition sociale moindre dont la sentence serait le cas échéant âprement et universellement critiquée.

C'est là une objection de peu de force.

On la réfute facilement et victorieusement en disant d'abord que s'il est très fréquent de voir un souverain désigné comme arbitre, il est tout aussi rare de voir cette mission confiée à un seul particulier. Dans la grande généralité des cas, c'est un groupe qui sera chargé de rendre la sentence. Or, c'est un fait de grande notoriété en droit public que dès qu'il y a groupement il y a émiettement de la responsabilité qui de ce fait est d'autant moins ressentie par chacun des membres du groupe. On dira, en outre, et c'est encore une réfutation d'ordre théorique que le souverain d'un grand pays sentira mieux que tout autre la responsabilité qui lui incombe, car pour la dignité et l'honneur du pays qu'il incarne il aura à cœur de rendre une sentence savante et équitable.

C'est, d'ailleurs, ce que corroborent pleinement les faits. De nombreuses sentences d'arbitrage ont été rendues par des souverains. Toutes ont fait l'objet de longs travaux d'études et aucune n'a

encourue le grief que nous combattons, car les souverains avaient eu soin de s'entourer d'hommes compétents et consciencieux. Les sentences ne furent rendues qu'après avoir été mûrement réfléchies et la plupart eurent l'approbation universelle.

C'est donc là un argument d'objection, de très faible portée. Il l'est d'autant plus que les parties ayant déjà eu recours aux bons offices de Sa Majesté Britannique avaient pu apprécier avec quelle conscience de l'importance de sa tâche, le roi Edouard VII s'était acquitté de la mission qu'on lui avait confiée. Il serait inopportun de rappeler ici tous les soins qui furent apportés à la solution de ces questions, suggestives à ce point de vue, tant par le nombre et le sérieux des enquêtes que par la compétence des personnalités qui furent chargées de les faire. Et l'on verra ci-dessous que ce sont sans doute de telles considérations qui amenèrent le Chili et l'Argentine à choisir comme arbitre permanent le roi d'Angleterre actuel dont le haut caractère et la loyauté n'avaient pu que les impressionner.

On a dit encore qu'il était dangereux de choisir comme arbitre le souverain d'un grand pays parce qu'était à craindre l'ingérence de ce grand pays dans la vie des deux Etats qui risquaient

ainsi d'y perdre de leur indépendance. On a été jusqu'à dire qu'un tel état de choses pouvait aboutir à une sorte de protectorat sur les pays assez fous pour confier la gestion de leurs intérêts à un tiers beaucoup plus puissant qu'eux-mêmes. Mais, à notre avis, l'on ne voit pas de façon bien nette comment cette crainte pourrait se réaliser. Toutefois si pareil danger existait de façon générale, il est bien certain qu'il serait à craindre ici plus que partout ailleurs étant donné les relations étroites qui existent entre les deux Républiques et l'Angleterre à tous les points de vue, mais en particulier au point de vue commercial. On se rappelle que dans le grave conflit des frontières, c'est le roi d'Angleterre qui a solutionné la question. De même, c'est encore le roi d'Angleterre que la convention sur les armements maritimes désigne comme trustee des navires en construction pour le compte des deux Républiques, cela jusqu'au moment où la vente en aura été faite. On voit que le danger serait vraiment sérieux s'il était à craindre ; mais il est illusoire.

Par quels moyens le roi d'Angleterre pourra-t-il intervenir dans la vie des deux pays ? Il ne pourrait le faire qu'à propos des différends qu'il serait appelé à trancher. Or nous verrons que les Etats

contractants pourraient parfaitement échapper à sa sentence si elle leur paraissait porter atteinte à de trop graves intérêts. Ainsi qu'on le verra plus loin, étant donné que le traité ne détermine pas le mouvement où les litigeants peuvent se retrancher derrière la clause restrictive, les Etats pourront se soustraire à l'arbitrage en tout état de cause, et comme le roi d'Angleterre n'a pas été chargé d'assurer par la force l'exécution de ses décisions, on ne voit pas bien comment il pourrait s'immiscer d'une manière dangereuse dans les affaires des deux pays.

Il y a beaucoup de chances que le roi d'Angleterre ne forme jamais un pareil dessein. Une première raison c'est qu'il se heurterait à l'opposition irrémédiable des Etats-Unis, et sans doute aussi à celle des autres pays américains. On a, en outre, tout lieu d'ajouter foi en la loyauté du roi d'Angleterre alors qu'il est de constatation certaine qu'à l'heure actuelle la bonne foi préside de plus en plus aux rapports internationaux. Ce progrès du sentiment du droit dans le domaine international nous paraît indéniable.

Ceci posé, pourquoi les deux Etats ont-ils choisi plus précisément le roi d'Angleterre ?

Les raisons de ce choix nous paraissent faciles à déterminer.

Et d'abord, il est d'évidence que ce n'est pas tant le Gouvernement Anglais qui a été choisi que le roi actuel Edouard VII dont le règne déjà long a permis au monde entier d'apprécier la droiture et la loyauté. Dans le conflit des frontières il s'est acquitté de sa tâche avec conscience et habileté. Aussi, lors de la conclusion du traité d'arbitrage, c'est lui qui a apparu comme l'arbitre le plus désirable.

Réserve faite des considérations précédentes sur l'ingérence possible du souverain anglais dans la vie des deux pays, éventualité à laquelle nous n'avons d'ailleurs accordé aucun crédit, ce choix nous paraît excellent. L'intégrité de l'arbitre se trouve être au-dessus de toute suspicion et ce n'est pas un fait négligeable pour ces pays de l'Amérique du Sud qui, jusqu'à nos jours, ne semblent pas avoir mis beaucoup de loyauté dans leur attitude les uns vis-à-vis des autres.

Une seconde raison, c'est que la signature d'un souverain aussi estimé que le roi Edouard VII et aussi puissant ne peut manquer de donner à la sentence une grande force exécutoire.

Instinctivement les litigants hésiteront moins

à s'y soumettre que si elle était l'œuvre de particuliers ou de personnalités moins hautes. En outre, comme en général les moments où interviennent les sentences sont des moments de crise et de tension, peut-être la crainte d'offenser le monarque de Grande-Bretagne empêchera-t-elle un Etat tiers prêt de venir prêter l'aide de ses armes à celui des deux litigants qui n'attendrait pour ouvrir les hostilités imminentes qu'un secours matériel venu du dehors. Ce sont là tout autant de raisons qui ont certainement guidé les diplomates et à la sagesse desquelles nous ne pouvons que souscrire.

D'autres pensées nous paraissent aussi avoir dicté ce choix. Et d'abord, ne peut-il pas nous apparaître comme un acte d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis ? Dans la lutte économique actuelle entre l'Ancien et le Nouveau Continent, ne convenait-il pas de se faire un ami puissant qui put sauvegarder les deux pays de l'ingérence toujours redoutée des Etats-Unis ?

Et n'est-ce pas en outre dans la pensée politique profonde de forcer l'Angleterre à respecter leur indépendance que les Etats l'ont choisie comme juge de leurs différends ? Un juge respecte ses justiciables, et l'Angleterre ne saurait en cette

qualité user de mauvais procédés envers ceux qu'elle est appelée à départir.

En outre, la Grande-Bretagne paraît, dans les circonstances actuelles, avoir tout intérêt à ce que des rapports pacifiques favorisant la production et les échanges, unissent les deux pays. Elle est en effet la grande directrice de l'activité du Chili et de l'Argentine. Ses capitaux fécondent ces pays où elle multiplie les banques et les entreprises. Les chemins de fer sont en grande partie son œuvre et le mouvement maritime est presque monopolisé par ses navires. Ce n'est certainement pas dans ces conditions que l'Angleterre verrait d'un œil favorable une guerre ruiner les deux pays. Il est certain qu'elle fera tout son possible pour éviter un conflit armé.

Pour ces raisons multiples, le choix du roi d'Angleterre nous paraît pleinement justifié.

Quant à l'arbitre suppléant qu'est le président de la Confédération suisse, son utilité ne nous paraît pas s'imposer. Nous constaterons simplement à son sujet, que tandis que les deux pays choisissaient comme arbitre en premier un pays avec lequel leurs relations sont étroites, ils désignaient comme arbitre en second le magistrat suprême d'un Etat avec lequel ils n'ont que d'infimes rapports.

LA PROCÉDURE

Les articles suivants déterminent la compétence de l'arbitre et la procédure à suivre. Nous les examinerons successivement en ne nous attardant toutefois que sur les points intéressants.

L'article 4 est ainsi conçu :

« Les points questions ou les différends qui seront soumis à l'arbitrage seront fixés par les gouvernements contractants, lesquels pourront déterminer l'étendue des pouvoirs de l'arbitre et toute autre circonstance quelconque relative à la procédure. »

Le cas normal, c'est donc le compromis précisant non seulement la question à résoudre, mais encore la compétence de l'arbitre, et même toute circonstance relative à la procédure.

En cas d'accord donc entre les Etats, tout est subordonné à leur volonté commune : les points à soumettre à l'arbitrage, la compétence de l'arbitre, les formalités de procédure... Et l'arbitre est

obligé d'obéir point par point aux stipulations du compromis.

Au contraire, dès qu'il y a désaccord, soit qu'il y ait impossibilité absolue de s'entendre sur la rédaction d'un compromis, soit qu'il surgisse une difficulté quelconque, l'arbitre, doit sur la demande de l'un des deux Etats, prendre l'initiative de fixer l'objet du litige, l'époque, le lieu et les formalités de la procédure. Il peut demander tous les renseignements aux Etats contractants qui prennent l'engagement de mettre à sa disposition tous les moyens dont ils disposeront.

L'article 5 est d'ailleurs ainsi conçu :

Art. 5.— A défaut d'entente, chacune des parties pourra solliciter l'intervention de l'arbitre à qui il appartiendra de fixer l'objet du litige, l'époque, le lieu et les formalités de la procédure comme aussi de résoudre toutes les difficultés de la procédure, qui pourraient surgir au cours des débats. Les parties s'obligent à mettre à la disposition de l'arbitre tous les moyens d'information dont elles disposeront.

Cet article est indiscutablement le plus original du traité. Il faut regretter seulement qu'il soit un peu confus.

Il est d'évidence que cette disposition a pour but d'empêcher les litigants d'échapper à l'arbitrage

d'une façon détournée. Avec les larges pouvoirs de l'arbitre, plus de discussions futiles possibles, plus de difficultés de procédure n'ayant d'autre but que de retarder ou d'empêcher la solution du litige par l'arbitrage. L'arbitre mettra d'autorité les choses au point, et il n'y aura pas de recours contre ses décisions. Pour échapper à l'arbitrage, les Etats contractants n'auront donc que la seule ressource de se retrancher ouvertement derrière la clause restrictive, moyen qu'ils n'oseront peut-être pas employer lorsqu'il n'y aura pas de raisons sérieuses de le faire. C'est bien là le but visé par l'article 5. L'intervention de l'article peut aussi avoir d'heureux effets, lorsque les parties, tout en étant de bonne foi, éprouvent des difficultés à s'entendre sur l'objet du litige. Il se peut par exemple que l'accord n'ait pu se faire sur des points secondaires, et que les litigants en fassent une question d'amour-propre ; dans ce cas où les choses sans l'intervention de l'arbitre auraient pu s'envenimer jusqu'au point d'empêcher toute solution pacifique du litige, l'arbitre aura tôt fait, semble-t-il, de résoudre les difficultés. Cet article paraît donc avoir les conséquences les plus heureuses. C'est d'ailleurs cet article 5, unique en son genre,

qui met le traité Chilo-Argentin au-dessus des autres traités d'arbitrage obligatoire.

Si tel est bien le but visé, une question se pose toutefois au sujet de son interprétation.

Un compromis est-il toujours nécessaire ? Alors qu'au cas d'accord un compromis est signé qui fixe l'objet du litige, et d'autres points secondaires, en est-il de même au cas de désaccord, lorsque l'intervention a dû être sollicitée pour la détermination de l'objet du litige ? Il est difficile de répondre sur ce point de façon catégorique.

Il convient d'abord de rechercher si dans le texte du traité aucune disposition formelle ne précise ce point. Nous trouvons en premier lieu le texte même de l'article 5. « En defecto de acuerdo cualquiera de las Partis, podra solicitar la intervencion del Arbitro, a quien correspondera fijar el *compromiso*, la epoca, etc. » D'après ce texte il semblerait qu'un compromis reproduisant les décisions de l'arbitre fût nécessaire, puisque aux termes de l'article 5 il appartient à l'arbitre de fixer le compromis (el *compromiso*). Si telle était l'interprétation véritable, le compromis serait l'œuvre de l'arbitre ; les parties n'interviendraient que pour apposer au bas leurs signatures. Telle n'est pas notre opinion. Pour les raisons expo-

sées *infra*, nous estimons qu'un compromis n'est pas nécessaire, et que si les auteurs du traité ont employé le terme « el compromiso » c'est qu'ils se sont servis du mot « el compromiso » pour exprimer le contenu du compromis.

L'article 7 peut laisser supposer aussi qu'un compromis est nécessaire. Il est, en effet, ainsi conçu :

Art. 7. — L'arbitre est compétent pour décider de la validité du *compromis*, et pour l'interpréter ; il l'est aussi pour résoudre les controverses qui s'élèveraient entre les parties sur le point de savoir si certaines questions ont ou n'ont pas été soumises à la juridiction arbitrale dans l'acte de *compromis*.

On pourrait traduire à la lettre, et croire à la nécessité du compromis. Telle n'est pas cependant l'interprétation que nous adopterons : à notre sens, il faut sous-entendre après les derniers mots de l'article 7 : « Au cas où un compromis a été établi ». En effet, étant donné les dispositions de l'article 5, il semble qu'au cas de désaccord sur tous les points un compromis soit inutile et illogique. A quoi servirait-il en effet, puisqu'il ne serait que la ratification pure et simple des décisions de l'arbitre sur tous les points, décision que les par-

ties, par le traité général d'arbitrage, s'engagent à accepter quelles qu'elles soient. Il est logique qu'en pareil cas l'arbitre notifie simplement ses décisions aux litigants, et statue sans autre formalité, sur les bases par lui-même établies, d'après les enquêtes par lui-même ordonnées, au lieu par lui-même choisi. Au cas de désaccord, en effet, aux termes du traité il est compétent « pour fixer l'objet du litige, l'époque, le lieu et les formalités de la procédure, comme aussi pour résoudre toutes les difficultés de la procédure qui pourraient surgir au cours des débats ».

Un autre argument qui pourrait inciter à croire à la nécessité d'un compromis, est que le traité est muet sur le moment où les parties doivent se prévaloir de la cause restrictive : Ce serait alors le compromis qui marquerait pour les parties le terme du droit de se prévaloir de la clause restrictive. Cette objection n'a pas une grande portée. On la réfute en disant que le droit d'apposer la clause restrictive est perdu pour les parties du moment où elles ont répondu à une demande de renseignements de l'arbitre, sans l'opposer. De même que dès le moment où les parties ont signé le compromis, elles ne sont plus libres de se retrancher derrière la clause restrictive puisqu'elles sont liées

par le compromis par lequel elles soumettent le litige à l'arbitrage, de même, dès l'instant où elles ont fourni des renseignements à l'arbitre, elles ont tacitement consenti à laisser l'arbitre juge de la contestation et par conséquent ont renoncé à se prévaloir de la clause restrictive.

Pour quelles raisons estimons-nous qu'au cas de désaccord total, un compromis n'est pas nécessaire ? Car la question ne peut se poser, que si le désaccord est total. Si les parties sont d'accord, en effet, sur certains points le compromis sera nécessaire pour imposer à l'arbitre ces points communs.

Une première raison est une raison de logique. A quoi servirait le compromis si tout son contenu était l'œuvre de l'arbitre ? Le compromis n'est pas nécessaire pour soumettre le litige à l'arbitre, puisqu'il l'est en vertu du traité général d'arbitrage ; puisque par les dispositions de ce dernier traité les parties sont tenues de se soumettre aux décisions de l'arbitre sur les points qu'aurait fixés le compromis s'il y avait eu accord. Les parties sont tenues de se conformer aux décisions de l'arbitre quant à l'objet du litige et aux autres points à fixer préalablement, tout comme

à la sentence définitive. On ne voit donc pas quelle serait l'utilité d'un compromis.

Les dispositions du traité du 27 septembre 1907 conclu entre l'Italie et la République Argentine, viennent d'ailleurs corroborer pleinement notre opinion. L'article 2 de ce traité est en effet ainsi conçu :

ART. 2. — Dans chaque cas particulier, les H. P. C. signent un compromis spécial déterminant l'objet du litige et s'il y a lieu le siège du tribunal, la langue dont on fera usage, celles dont l'emploi sera autorisé devant lui, le montant de la somme que chaque partie aura à déposer à titre d'avance pour les frais, la forme et les délais à observer en ce qui concerne la constitution du tribunal et l'échange des mémoires et documents et généralement toutes les conditions dont elles seront convenues.

A défaut de compromis, les arbitres nommés d'après les règles des articles 3 et 4 du présent traité jugent sur la base des prétentions qui leur sont soumises.

Au surplus, *en l'absence d'entente spéciale*, les dispositions établies par la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux en 1899 seront appliquées sous réserve des additions et modifications contenues dans les articles suivants. Aux termes du traité argento-italien

un compromis n'est donc pas nécessaire, le texte le dit formellement. C'est cette interprétation que nous devons aussi donner à l'article 4 du traité chilo-argentin. Ces traités en effet sont conçus dans le même esprit, et à peu près semblable dans la forme (1).

Il faut noter que les autres traités ayant des points de ressemblance avec le traité chilo-argentin — traités du 18 juin 1899 entre l'Argentine et l'Uruguay ; du 6 novembre 1896 entre l'Argentine et le Paraguay ; du 3 février 1902 entre l'Argentine et la Bolivie — ne nous donnent pas d'indications à ce sujet. De même le traité entre la Bolivie et le Pérou en date du 21 novembre 1901 présente un article 3 qui n'est pas explicite sur la question de savoir si un compromis est toujours nécessaire :

ART. 3. — Si les Hautes Parties n'arrivent point à se mettre d'accord sur les points visés dans l'article précédent, l'arbitre aura le pouvoir de déterminer sur le vu des prétentions des deux parties les points de fait et de droit qui devront être résolus pour la solution du litige et d'établir la procédure à suivre.

Ainsi donc seul le traité du 18 septembre 1907

1. Voir p. 56 et s.

entre l'Argentine et l'Italie est explicite sur ce point et nous permet de conclure qu'un compromis n'est pas nécessaire.

Cette question n'a d'ailleurs, semble-t-il, qu'un intérêt théorique. En fait, en effet, l'hypothèse du désaccord sur tous les points à fixer préalablement, paraît invraisemblable. Pour qu'il en fût ainsi il faudrait que l'une des parties prit volontairement et méthodiquement le contre-pied de l'autre. C'est là une attitude inconcevable : puisque les parties se sont engagées, ou bien à signer le compromis si le compromis est nécessaire, ou bien à exécuter la sentence de l'arbitre si le compromis n'est pas nécessaire, elles n'auraient aucun intérêt à observer une attitude aussi vexatoire, car elles seraient tenues de se conformer aux décisions de l'arbitre quelles qu'elles fussent. Pour agir ainsi il faudrait que l'une des parties fût décidée à ne pas exécuter la sentence, qu'elle voulût à tout prix des complications, c'est-à-dire la guerre.

En fait, comment les choses se passeront-elles lorsqu'un différent éclatera ? De deux choses l'une : Ou bien les parties ne verront pas de raisons impérieuses de ne pas le soustraire à l'arbitrage ; ou bien elles seront décidées à le soustraire à

l'arbitrage. Dans ce dernier cas celle des parties qui s'opposera à l'arbitrage se retranchera ouvertement derrière la clause restrictive, dont l'élasticité permet, dans la plupart des cas, une pareille attitude. Rien de plus facile, puisque l'Etat qui se prévaut de la clause restrictive n'est pas obligé de faire la preuve que le différend touche aux préceptes de la constitution. Par conséquent lorsqu'un des litigants ne voudra pas de l'arbitrage, il mettra en avant la clause restrictive, mais ne soulèvera pas de vaines difficultés qui seraient infailliblement résolues et qui n'arriveraient pas à leur but. C'est pourquoi l'on peut conclure que lorsque les parties n'auront pas opposé la clause restrictive, elles seront résolues à l'arbitrage, et que le désaccord complet, volontaire, sur les points à fixer préalablement apparaît comme une hypothèse invraisemblable.

Donc, dans tous les cas, peut-on dire, un compromis sera utile pour fixer les points sur lesquels les parties sont d'accord. Il pourra par exemple y avoir désaccord sur l'objet du litige, mais entente sur le lieu, les formalités de la procédure, le droit à appliquer. Le compromis sera donc utile pour établir les points sur lesquels l'accord s'est fait. Sans doute il soumettra au jugement de l'arbitre

un différend, non encore précisé quant à son objet, mais ce n'en sera pas moins un compromis.

D'ailleurs il semble bien, qu'en fait, l'arbitre interviendra plutôt en conciliateur, en médiateur, qu'en juge, lorsqu'il sera appelé à trancher la contestation quant à l'objet du litige. Sans doute, théoriquement, il peut imposer sa décision aux parties. Mais ce ne sera qu'après s'être longuement informé auprès d'elles, après leur avoir demandé leurs opinions et les avoir critiquées officiellement qu'il rendra sa sentence quant à l'objet du litige, décision qui le plus souvent aura été agréée par les parties avant qu'elle fût prononcée. Il ne faut pas oublier en effet qu'auprès de l'arbitre sont des mandataires ; que celui-ci peut user en outre des moyens de la diplomatie qu'il a à sa disposition. L'objet du litige aura donc été longuement agité en commun et il serait invraisemblable que l'accord ne finisse pas par s'établir entre les parties et l'arbitre.

L'arbitre jouera donc en fait, quant à l'objet du litige, plutôt un rôle de médiateur qu'un rôle d'arbitre. Il y a, en effet, des raisons sérieuses pour que son attitude soit telle. N'hésiterait-il pas, en effet, le cas échéant, à user de tout le pouvoir que

lui confère le traité, à fixer l'objet du litige contrairement à l'opinion de l'une des parties ? C'est que s'il en était ainsi, celle-ci dirait peut-être, la sentence une fois rendue, qu'un différend, un différend fictif, a été résolu, mais non le différend réel. De là une source de difficultés, car bien que la sentence une fois rendue ne soit susceptible de recours que dans les cas très précis de l'article 8, la partie dont l'opinion est contraire à celle de l'arbitre quant à l'objet du litige, n'accepterait sans doute une pareille situation que très difficilement et ne se laisserait pas opposer l'autorité de la chose jugée. Théoriquement, donc, l'extension des pouvoirs de l'arbitre quant à la détermination de l'objet du litige pourrait parfois aboutir à des résultats contraires à ceux visés par le traité, mais pratiquement cette disposition est incontestablement excellente, car le cas échéant, l'arbitre jouera un rôle de médiateur à pouvoirs étendus qui, dans la plupart des cas, réussira à établir l'accord entre les litigants.

Il semble inutile d'insister sur les avantages de la disposition qui rend l'arbitre compétent pour résoudre toutes les difficultés qui se produiraient au cours de la procédure. Il est d'évidence que l'arbitrage en sera singulièrement facilité. Ces dis-

positions sont tout à fait logiques avec l'esprit du traité. Pour empêcher les parties de compromettre la solution du litige par l'arbitrage, il fallait rendre l'arbitre maître absolu de la procédure ; il fallait qu'il pût aplanir toutes les difficultés.

En résumé, il résulte de ces considérations que, pour échapper à l'arbitrage, les Etats contractants n'auront que le seul moyen de se retrancher ouvertement derrière la clause restrictive, moyen qu'ils n'oseront pas employer lorsqu'il n'y aura pas des raisons impérieuses de le faire.

Nous ne saurions trop applaudir à cette clause qui constitue la plus heureuse des innovations.

Les articles suivants ne font d'ailleurs qu'étendre encore de la manière la plus propice cette large compétence de l'arbitre.

Art. 6. — Chacune des parties pourra constituer un ou plusieurs mandataires chargés de la représenter devant l'arbitre.

Art. 7. — L'arbitre est compétent pour décider de la validité du compromis et pour l'interpréter ; il l'est aussi pour résoudre les controverses qui s'élèveraient entre les parties sur la question de savoir si certaines questions ont ou n'ont pas été soumises à la juridiction arbitrale.

Ce sont là des dispositions tout à fait normales ; il est évident que dès que l'un des Etats

élève des doutes sur la validité du compromis ou sur l'interprétation à lui donner, du moment qu'il y a divergence de vue de la part des Etats, c'est comme s'il n'y avait pas de compromis. Et puisqu'en l'absence de tout compromis l'arbitre a les larges pouvoirs que l'on sait, il était logique de lui donner le droit de décider quant à la validité du compromis et l'interprétation à lui donner. De même puisqu'à défaut de compromis l'arbitre fixe la question à résoudre, à plus forte raison devait-il pouvoir décider si certaines questions ont ou n'ont pas été soumises à la juridiction arbitrale dans l'acte de compromis. C'est tout à fait conforme d'ailleurs à l'esprit général du traité.

L'article suivant est ainsi conçu :

Art. 8. — L'arbitre devra juger conformément aux principes du droit international, à moins que le compromis n'impose l'application de règles spéciales ou ne l'autorise à agir comme amiable compositeur.

Cet article ne présente aucune difficulté dans son application ; les règles les plus importantes du droit international ayant été pour la plupart codifiées aux conférences de la paix, et l'Argentine et le Chili ayant adhéré sans réserves appréciables à

toutes les conventions qui y ont été conclues (1). Dans le cas où le compromis imposerait l'application de règles spéciales, comme par exemple celles dictées par le fameux traité de Washington, l'arbitre doit s'y soumettre. Quant à la clause d'amiable composition, elle confère à l'arbitre, qui après examen de la difficulté ne peut donner en totalité gain de cause à l'une ou à l'autre des parties, la faculté d'adopter une solution transactionnelle de nature à concilier équitablement les prétentions des deux litigants. Cette clause vient donc étendre encore les pouvoirs de l'arbitre.

Au sujet de l'article 8, on pourrait soulever cependant une question assez délicate. Que faut-il entendre par ces mots : principes du droit international ? Les parties contractantes n'ont-elles visées que les règles de droit international codifiées à La Haye ? Sur ce point, l'on doit répondre catégoriquement par la négative. Le droit international est un droit coutumier, et il est certaines règles qui sont indiscutablement des règles du droit des gens, reconnues comme telles par les Etats, bien qu'elles n'aient pas été reproduites dans

1. Voir Renault. *Les deux Conférences de la Paix*. Paris, 1909.

les actes des Conférences de la Paix. Mais quelle solution adopter pour les règles toutes spéciales que l'on peut trouver dans certains traités, règles établies conventionnellement à l'avance, pour une application déterminée ? Peut-on les considérer comme des règles du droit public ?

Une distinction s'impose. Il est évident que l'arbitre pourra considérer comme des principes du droit international public et appliquer le cas échéant, les règles même très spéciales qui pourraient se trouver contenues dans des traités anciens conclus par l'Argentine et le Chili. On pourrait par exemple supposer que, dans un différend relatif à des pêcheries, l'arbitre ait à appliquer de vieux règlements de pêche établis de commun accord par l'Argentine et le Chili même à une époque très reculée. D'autre part, s'il s'agissait de règles que les deux Etats aient reconnues pareillement non dans des traités passés entre elles, mais bien avec de tierces puissances, ces règles n'en devraient pas moins être considérées par l'arbitre comme des « principes du droit international ».

Quant aux règles spéciales qui se trouveraient contenues seulement dans des traités passés, soit par l'un des Etats contractants avec d'autres Etats, soit par des tierces puissances entre elles, il semble que l'arbitre ne doive pas les considérer

comme des « principes du droit international » et les appliquer le cas échéant.

En réalité, la question a surtout un intérêt théorique. Dans la pratique, en effet, c'est en vain que l'on cherche dans la liste des arbitrages un différend ayant été solutionné à l'aide de telles règles, et il paraît difficile de forger des hypothèses où de pareils principes aient à intervenir.

Aux termes de l'article 9, l'arbitre est tenu de statuer définitivement sur tous les points en litige avec exposé des motifs. Il ne doit donc pas y avoir de déni de justice.

Les articles suivants sont relatifs à la sentence :

Art. 10. — La sentence sera rédigée en double original, et elle devra être notifiée à chacune des parties par l'intermédiaire de son représentant.

Art. 11. — La sentence légalement rendue décide dans les limites de sa portée la contestation entre les parties.

Art. 12. — L'arbitre fixera dans la sentence le délai dans lequel elle doit être exécutée, et il sera compétent pour résoudre les questions qui pourraient surgir au sujet de son exécution.

Il est tout à fait logique en effet que l'arbitre soit compétent pour résoudre les questions qui pourraient surgir au sujet de l'exécution de la

sentence. Ces difficultés peuvent être de plusieurs sortes :

1° Difficultés relatives à l'interprétation de la sentence ;

2° Difficultés relatives à son exécution proprement dite.

Dans le premier cas, en effet, personne mieux que l'arbitre n'est qualifié pour préciser le contenu d'une sentence que lui-même a rendue.

Dans le second cas la tâche de l'arbitre nous paraît très délicate. La convention ne lui donne pas le droit de surveiller et de contrôler l'exécution de la sentence. Aussi ne sera-ce qu'à la requête d'une des parties qu'il sera appelé à se ressaisir de l'affaire pour statuer sur le point déterminé qui a motivé sa nouvelle intervention. Mais dans la plupart des cas lorsqu'un des deux litigants soulèvera des difficultés dans l'exécution de la sentence, ce sera de mauvaise foi, en pleine connaissance de cause, et dans ce cas cette intervention n'aura d'autre raison d'être que de venir prêter l'appui de la force morale de l'arbitre à celui des deux litigants qui crie à la violation de ses droits. C'est là, semble-t-il, une disposition efficace car il y a tout lieu de croire que celui qui n'aura pas osé se soustraire à l'arbitrage antérieu-

rement, hésitera à le faire au dernier moment. D'ailleurs le contrevenant à la sentence obéira plutôt aux injonctions de l'arbitre qu'à celles de la partie adverse que des motifs d'amour-propre empêcheraient souvent d'être suivies. De toutes façons, cette intervention de l'arbitre nous paraît pleinement justifiée.

Art. 13. — La sentence n'est pas susceptible d'appel et son exécution est confiée à l'honneur des nations signataires de ce pacte. Toutefois on admettra que le recours en revision devant le même arbitre qui l'aura prononcée à condition qu'il soit formé avant l'expiration du délai fixé pour son exécution et dans les cas suivants :

1^o Si la sentence est rendue en vertu d'un document faux ou altéré ;

2^o Si la sentence a été en tout ou en partie la conséquence d'une erreur de fait provenant des pièces ou documents du procès.

Au sujet de la première partie de cet article, nous dirons qu'étant donné l'autorité de l'arbitre il y a tout lieu de croire que la sentence sera fidèlement exécutée. C'est un fait d'expérience que les Etats se soumettent presque toujours aux décisions des arbitres.

Au sujet de la deuxième partie de cet article nous ferons remarquer qu'il faut, pour qu'il y ait

lieu à revision, que les documents faux ou altérés aient été les motifs déterminants de la sentence. Il faut que l'erreur soit une erreur de fait, provenant des pièces ou documents. Il semble donc que si l'erreur provient uniquement d'une fausse conception injustifiée de l'arbitre, cette disposition enlève à celui-ci le droit de se dédire. L'arbitre ne peut donc revenir sur sa sentence, ni de sa propre initiative, ni à la requête des parties, lorsqu'il s'est trompé en lisant mal une pièce ou en l'interprétant.

Les deux derniers articles s'occupent de la question des frais et de la durée de traité.

Art. 14. — Chacune des parties payera ses frais propres et la moitié des frais généraux de l'arbitre.

Art. 15. — Le présent traité demeurera en vigueur pendant dix ans à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant son expiration il sera tenu pour renouvelé pour une autre période de dix années et ainsi de suite.

Au sujet de la clause relative aux frais on peut critiquer la disposition qui met les frais à la charge commune des parties et non pas seulement du perdant. Une disposition mettant les frais à la charge du perdant nous aurait parue plus sage,

car ainsi chacun des litigants, dans l'ignorance de la sentence à intervenir, se serait appliqué à diminuer les frais du procès.

Enfin l'article 15 contient la clause de tacite reconduction. A ce sujet, il est intéressant de signaler que de l'avis le plus répandu, le traité ne sera pas dénoncé en 1912 selon toutes probabilités, et qu'il continuera ainsi à régir les rapports des deux Etats pendant de nombreuses années encore.

Toutefois l'article 10 soulève une question que nous ne saurions passer sous silence. Aux termes de cet article le traité doit être dénoncé six mois à l'avance. Quel va être l'effet de cette dénonciation ?

Cette dénonciation n'a pas d'effet rétroactif et ne saurait donc arrêter les arbitrages en cours, c'est-à-dire ceux dont la procédure arbitrale aurait commencé avant la dénonciation. De même toute procédure arbitrale pourra commencer avant le terme du traité. Les deux points sont indiscutables.

Mais, quant aux différends existant déjà à l'expiration du traité, mais dont la procédure n'aurait pas été commencée, la question devient plus douteuse. Il faut remarquer que dans notre hypothèse ce ne sont pas les causes seules du différend qui exis-

tent déjà, mais le différend lui-même. A notre avis, ces différends ne pourront plus être soumis à l'arbitrage, car aux termes du traité ce ne sont pas tous les différends sans distinction qui doivent être soumis à l'arbitrage, mais ceux qui n'ont pas pu être solutionnés au moyen de négociations directes. Or la seule chose qui prouve que le différend n'a pu être solutionné au moyen de négociations directes, c'est le commencement de la procédure arbitrale.

Telles sont les dispositions de la convention d'arbitrage. Avant de terminer son étude, il est nécessaire de relever dans le traité une omission qui est à notre avis de la plus haute gravité.

La convention ne détermine pas en effet le moment précis où l'une des parties peut se prévaloir de la clause restrictive. Il semblerait que ce doit être au moment où il est question de soumettre le différend à l'arbitrage, tout au moins au début de la procédure. Le droit d'opposer la clause restrictive devrait être perdu pour celui des Etats qui a laissé, sans protester, l'arbitre commencer la procédure, soit en satisfaisant à une demande de renseignements relatifs au procès faite par celui-ci, soit de toute autre manière. Mais, le traité est muet sur ce point. En fait, il est à supposer qu'au-

cun des contractants n'osera soulever cette question d'incompétence au dernier moment ; mais, il est regrettable qu'il n'y ait à ce sujet aucune disposition dans le traité. Il sera en effet toujours facile d'éviter les conséquences de l'arbitrage lorsqu'elles seront défavorables, en se retranchant au dernier moment derrière la clause restrictive. C'est là évidemment un vice grave de la convention.

CHAPITRE PREMIER

LES TRAITÉS DE 1902 DANS L'HISTOIRE DE L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE

Si l'on recherche dans le domaine des faits internationaux, les résultats acquis en matière d'arbitrage obligatoire, l'on est forcé de reconnaître qu'ils paraissent de minime importance quand on les compare aux espoirs qu'a fait naître cette conception pacifique. Ils n'en sont pas moins des plus considérables. Dans ce chapitre nous allons les examiner. Cette étude comparative ne saurait manquer de mettre en relief l'intérêt présenté parmi eux par les traités chilo-argentins de 1902.

Quels sont, à l'heure actuelle, les résultats acquis en matière d'arbitrage obligatoire ?

Nous devons dès l'abord constater sur cette question l'échec complet des conférences de La Haye. Si les conférences ont élaboré des règles de droit international public, si elles ont codifié les anciennes et rendu ainsi un service éminent à l'humanité, elles n'ont toutefois donné, au point de vue de

l'arbitrage obligatoire, aucun résultat appréciable, tout au moins aucun résultat immédiat. Une déclaration de principes dans l'acte final, un article sans aucune portée pratique (art. 38) dans la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, tel est en la matière le maigre legs du « Parlement de l'Humanité » (1).

Nous reproduisons brièvement les textes visés ci-dessus.

Déclaration de l'acte final de la deuxième conférence de la Paix

« La conférence, se conformant à l'esprit d'entente et de concessions réciproques qui est l'esprit même de ses délibérations, a arrêté la déclaration suivante qui, tout en réservant à chacune des puissances représentées le bénéfice de ses votes, leur permet à toutes d'affirmer les principes qu'elles considèrent comme unanimement reconnus.

Elle est unanime :

1° A reconnaître le principe de l'arbitrage obligatoire.

2° A déclarer que certains différends et notam-

1. Voir Renault. *Les deux Conférences de la Paix*.

ment ceux relatifs à l'interprétation et à l'application des stipulations conventionnelles internationales, sont susceptibles d'être soumis à l'arbitrage obligatoire sans aucune restriction.

Elle est unanime à proclamer que s'il n'a pas été donné dès maintenant une convention en ce sens, les divergences d'opinion qui se sont manifestées n'ont pas dépassé les limites d'une controverse juridique et qu'en travaillant ici ensemble pendant quatre mois, toutes les puissances du monde non seulement ont appris à se comprendre et à se rapprocher davantage, mais ont su dégager au cours de cette longue collaboration un sentiment très élevé du bien commun de l'humanité. »

Enfin dans la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux nous trouvons l'article 38 ainsi conçu :

« Dans les questions d'ordre juridique et en premier lieu dans les questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales, l'arbitrage est reconnu par les puissances contractantes comme le moyen le plus efficace et en même temps le plus équitable de régler les litiges qui n'ont pas été résolus par les voies diplomatiques.

En conséquence, il serait désirable que dans les

litiges sus-mentionnés, les puissances contractantes eussent le cas échéant recours à l'arbitrage en tant que les circonstances le permettraient. »

Ainsi donc échoua la tentative collective. Mais dans les relations particulières des Etats nous trouvons de très nombreuses stipulations d'obligation à l'arbitrage. Avant de les examiner il convient de faire une distinction.

La convention d'arbitrage obligatoire peut être soit une clause accessoire d'un traité, auquel cas elle est dite clause compromissoire ou elle peut former l'objet même du traité : on est alors en présence d'un traité permanent d'arbitrage.

Lorsque la convention d'arbitrage est accessoire, ou bien elle est relative aux différends à naître du traité qui la contient ou à des litiges de catégorie déterminée, et dans ce cas elle est dite clause compromissoire spéciale ou bien elle soumet à l'arbitrage tous les différends pouvant s'élever entre les deux pays, de quelque nature qu'ils soient : elle est alors la clause compromissoire générale.

L'usage de la clause compromissoire spéciale est aujourd'hui universel. Elle est insérée dans la plupart des traités que contractent les Etats, le plus fréquemment dans les traités de commerce, de na-

vigation, d'établissement et dans les conventions consulaires et d'extradition. Elle affecte presque toujours la forme de la clause insérée par l'Italie dans ses traités depuis son adoption en 1879, et elle est ainsi conçue : « Les deux gouvernements contractants conviennent que toutes les controverses qui pourraient s'élever sur l'interprétation ou l'exécution du présent traité ou toutes les conséquences de sa violation seront soumises quand le moyen de les résoudre directement par un accord amiable seront épuisés, à la décision de commissions arbitrales et que le résultat de cet arbitrage sera obligatoire pour les deux parties. Les membres de ces commissions seront choisis par les deux gouvernements d'un commun accord, à défaut de quoi chacune des parties nommera son propre arbitre ou un nombre égal d'arbitres et les arbitres ainsi nommés désigneront un surarbitre. La procédure arbitrale sera dans chaque cas déterminée par les parties contractantes ; à défaut de quoi la commission d'arbitrage sera autorisée à la déterminer au préalable ».

Ceci mentionné pour mémoire, nous n'insisterons pas davantage sur les clauses compromissaires spéciales dont il nous suffit de rappeler l'existence et la multiplicité.

Viennent ensuite les clauses compromissaires générales et les traités permanents d'arbitrage.

Une première observation s'impose. Dans presque aucune convention de cette nature (citons comme exception le traité du 21 novembre 1901, entre la Bolivie et le Pérou) nous ne trouvons la clause de généralité sans aucune restriction. « Les différends de toutes sortes sont soumis à l'arbitrage, sauf... » (1) et suit l'énumération des litiges exceptés. Tantôt ce sont ceux qui peuvent porter atteinte à l'indépendance, à l'honneur et aux intérêts primordiaux des Etats ; tantôt ce sont ceux qui touchent aux préceptes de la constitution. Quelle qu'elle soit d'ailleurs, peut-on dire (Voir l'exception), partout se rencontre cette restriction échappatoire que l'on a appelée à juste titre : la soupape de sûreté des traités.

Nous constatons donc qu'il n'existe que très peu de convention d'arbitrage obligatoire de généralité absolue, et qu'il est à peu près universellement reconnu par la diplomatie, comme par la doctrine, que certains différends entre Etats ne

1. Traités sans clause restrictive abrogés : 1872, Costa, Rica, Quatémalá, Honduras, Salvador ; 1882, Salvador et Vénézuéla.

sont pas susceptibles d'être soumis à l'arbitrage et qu'une pareille porte de sortie est nécessaire et excellente.

Les clauses compromissaires générales et les traités permanents étant moins nombreux, il sera facile d'examiner successivement les plus importants.

Les clauses compromissaires générales ne nous intéressent que par leur caractère de généralité. Peu d'entre elles déterminent la procédure à suivre en cas d'arbitrage, et elles sont par conséquent inférieures à ce point de vue aux traités permanents d'arbitrage qui organisent longuement la procédure. Certaines cependant sont intéressantes à ce point de vue, et nous rappellerons leurs dispositions au cours de cette étude. Ici, nous nous contenterons de les citer.

Et d'abord, il est intéressant de constater que la plupart des clauses compromissaires existantes sont insérées dans des traités conclus par les républiques de l'Amérique latine. Elles sont très nombreuses et certaines remontent jusqu'au milieu du xix^e siècle. Mais, de même que la plupart des traités permanents de l'Amérique, elles furent inefficaces et éphémères. Nulle part, en effet, les luttes ont été aussi nombreuses et aussi vives.

Nous nous contenterons de faire une rapide et sèche nomenclature des traités contenant ces clauses, en faisant préalablement observer qu'elles contiennent toute la clause restrictive.

Amérique Centrale

Traités de

- 1845 Gustémalo — Honduras.
 - 1850 Costa-Rica — Honduras.
 - 1861 Nicaragua — Costa-Rica.
 - 1862 Guatemala — Nicaragua.
 - 1868 Costa Rica — Nicaragua.
 - 1871 Guatemala — San Salvador.
 - 1878 Guatemala — Honduras.
 - 1882 San Salvador — Costa-Rica.
 - 1883 San Salvador — Nicaragua.
 - 1889 Guatemala — Honduras — San Salvador.
 - 1889 Guatemala — Costa-Rica — Honduras — Nicas
ragua — San Salvador.
 - 1890 Guatemala — San Salvador.
 - 1895 Costa-Rica — San Salvador.
 - 1895 Honduras — Nicaragua — San Salvador.
 - 1902 Costa-Rica — Honduras — Nicaragua (1).
- etc.

1. « Actas y documentos de la segunda conferencia Pan Americana, Mexico, 1902. »

Telle est jusqu'en 1902 la liste des traités de l'Amérique centrale contenant la clause compromissoire générale. Mais leur nombre est une preuve de leur insuccès. Aussi ne doit-on pas les considérer comme des précédents sérieux de l'arbitrage obligatoire. Nous étendrons cette remarque aux traités à clause compromissoire générale de l'Amérique du Sud dont suit l'énumération.

Amérique du Sud

CLAUSES COMPROMISSOIRES GÉNÉRALES

- 1842 Vénézuëla — Colombie.
- 1856 Equateur — Colombie.
- 1876 Vénézuëla — Colombie.
- 1870 Colombie — Pérou.
- 1874 Pérou — République Argentine.
- 1880 San Salvador — Colombie.
- 1882 San Salvador — République Dominicaine.
- 1883 San Salvador — Uruguay.
- 1883 San Salvador — Vénézuëla.
- 1893 San Salvador — Mexique.
- 1858 Argentine — Bolivie.
- 1860 Equateur — Pérou.
- 1865 Bolivi — Costa-Rica.
- 1867 Bolivie — Chili — Equateur.
- 1883 Paraguay — Uniquay.
- 1888 Equateur — Mexique.
- 1870 Equateur — Costa-Rica.

Europe

Nous ne nous occuperons pas des traités à clause compromissaire générale conclus par les Etats neutres. Comme en pareil cas de telles stipulations n'ont qu'une minime importance au point de vue du maintien de la paix, nous ne nous attacherons qu'aux conventions conclues entre Etats souverains.

Citons cependant :

- | | |
|---------------------------|--------------------------------------|
| 19 décembre 1862 | Danemark — Vénézuëla. |
| 9 août 1866 | Belgique — Siam. |
| 4 octobre 1862 | Belgique — Iles — Hawaï. |
| 14 août 1874 | Belgique — Pérou. |
| 3 février 1874 | Belgique — République sud-Africaine. |
| 1 ^{er} mars 1884 | Belgique — Equateur. |
| 27 décembre 1894 | Belgique — Etat libre d'Orange. |
| 20 juillet 1864 | Suisse — I. Hawaï. |
| 30 octobre 1883 | Suisse — San Salvador. |
| 6 novembre 1885 | Suisse — République — Sud-Africaine. |
| 22 juin 1888 | Suisse — Equateur. |
| 16 novembre 1899 | Suisse Etat. — Ind. du Congo. |

Entre pays Européens souverains nous ne trouvons comme traité à clause compromissaire générale que le traité de commerce du 5 juillet 1894 entre les Pays-Bas et le Portugal. Mais il con-

tient la restriction suivante : « Tous les différends sont soumis à l'arbitrage, sauf ceux qui touchent à l'indépendance ou à l'autonomie de l'un ou de l'autre pays (1) ». Notons en passant que vu l'éloignement de ces deux pays, les différends ne peuvent être que très rares entre eux et qu'à ce point de vue le traité ci-dessus mentionné est moins intéressant que celui qui régit le Chili et l'Argentine, puissances voisines et rivales.

Mentionnons sans les citer les traités passés par l'Espagne avec ses anciennes colonies.

Telles sont les principales clauses compromissaires générales.

Les traités permanents d'arbitrage sont beaucoup moins nombreux, surtout les traités généraux. Nous donnerons une liste des principaux traités de cette nature, conclus avant 1900, en faisant remarquer que tous ont été conclus par des Etats de l'Amérique latine.

1. De toutes les clauses restrictives contenues dans les divers traités, cette clause restrictive paraît être la moins élastique. Il est en effet assez difficile de prouver qu'un différend touche à l'indépendance ou à l'autonomie d'un pays.

Traités permanents d'arbitrage

- 1880 Chili — Colombie.
- 1880 Colombie — Salvador.
- 1882 Saint-Domingue — Salvador.
- 1883 Salvador — Uruguay.
- 1883 Costa-Rica — Salvador.
- 1886 Chili — Suisse.
- 1892 Guatemala — Honduras — Nicaragua — Salvador.
- 1899 Brésil — Chili.
- 1899 Argentine — Italie (non ratifié).
- 1899 Argentine — Uruguay.
- 1899 Argentine — Paraguay.

Depuis, de nombreux traités d'arbitrage ont été signés. Mais la plupart — tout au moins ceux conclus par les puissances européennes — ne visent que des litiges de nature déterminée et sont, par conséquent, des traités spéciaux. Citons parmi les plus importants les traités Franco-Anglais et Franco-Italien, le premier signé le 14 octobre 1903, le second le 25 décembre de la même année.

Ces traités semblent avoir servi de modèles à de nombreux traités signés postérieurement. Leur forme est en effet semblable en tous points, tout au moins pour la grosse majorité semblable à

celle des traités Franco-Anglais et Franco-Italien
de 1903 : Nous citerons :

Grande-Bretagne — Italie (1^{er} février 1904).

Danemark — Pays-Bas (12 février 1904).

Espagne — Portugal (31 juin 1904).

Grande-Bretagne — Espagne (27 février 1904).

Grande-Bretagne — Allemagne (12 juillet 1904).

Grande-Bretagne — Suède — Norwège (11 août 1904).

Russie — Belgique (30 octobre 1904).

Etats-Unis — Suisse (1^{er} novembre 1904).

Grande-Bretagne — Portugal (16 novembre 1904).

Suisse — Grande-Bretagne (16 novembre 1904).

Suisse — Belgique (15 novembre 1904).

Etats-Unis — Allemagne (22 novembre 1904).

Etats-Unis — Portugal (23 novembre 1904).

Suisse — Italie (23 novembre 1904).

Belgique — Suède — Norwège (30 novembre 1904).

Suisse — Autriche-Hongrie (3 décembre 1904).

Grande-Bretagne — Etats-Unis (12 décembre 1904).

Italie — Etats-Unis (14 décembre 1904).

Suisse — Suède — Norwège (17 décembre 1904).

Etats-Unis — Espagne (31 décembre 1904).

Etats-Unis — Autriche-Hongrie (11 janvier 1905).

Autriche-Hongrie — Grande-Bretagne (6 janvier 1905).

Etats-Unis — Suède — Norwège (21 janvier).

Espagne — Belgique (26 janvier).

Etats-Unis — Japon (10 février).

Russie — Danemark (16 février), etc.

Il est indispensable de reproduire la forme la plus couramment employée dans ces traités, pour mettre en relief la supériorité du traité Argento-Chilien, au point de vue de l'obligation à l'arbitrage.

Ces traités sont ainsi généralement conçus :

Les gouvernements de..... signataires de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux conclue à La Haye, le 27 juillet 1899..... ou le 18 octobre 1907.

Considérant que par l'article 19 de cette convention les hautes parties contractantes se sont réservé de conclure des accords en vue du recours à l'arbitrage dans tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre.

Ont autorisé les soussignés à arrêter les dispositions suivantes :

Article premier. — Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les parties contractantes qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie par la convention du 29 juillet 1899 à La Haye, à la condition toutefois qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des deux Etats contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts des tierces puissances.

Art. 2. — Dans chaque cas particulier, les hautes parties contractantes avant de s'adresser à la Cour permanente

d'arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs de l'arbitre, et les détails à observer en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

Art. 3. — Le présent arrangement est conclu pour cinq ans.

Non seulement ces traités sont des traités spéciaux d'arbitrage, ne s'appliquant qu'aux différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les parties, mais ils présentent en outre une clause restrictive qui permet de soustraire à l'arbitrage tous les différends sans exception. De plus, un compromis est nécessaire : il sera toujours facile à l'une des parties de soulever des difficultés insurmontables, soit pour la rédaction du compromis, soit au cours de la procédure puisque l'arbitre n'a que les pouvoirs que lui confère le compromis.

On voit combien ces traités sont inférieurs au traité argento-chilien au point de vue de la force d'obligation à l'arbitrage.

Mais si les Etats européens semblent avoir adopté la théorie d'après laquelle certaines catégories de différends ne peuvent être soumises à l'arbitrage, et s'ils veulent rester libres de soumet-

tre ou de soustraire un différend à l'arbitrage (1), il en est autrement des Etats américains, et c'est parmi les traités signés par ceux-ci que nous devons chercher ceux qui se rapprochent le plus du traité argento-chilien de 1902.

Nous citerons d'abord quelques traités permanents d'arbitrage obligatoire conclus par l'Amérique latine jusqu'en l'année 1899.

1880 Chili — Colombie.

1880 Colombie — Salvador.

1882 Saint-Dominique — Salvador.

1883 Salvador — Uruguay.

1. En 1893 M. Mancini disait déjà au Parlement italien qu'on ne pouvait penser appliquer l'arbitrage aux questions de vie ou de mort où sont en jeu l'existence, l'indépendance, l'intégrité nationale, ou en un mot un de ces droits absolus et fondamentaux que la nature reconnaît à tous les peuples et que l'on ne peut détacher par la pensée de l'essence constitutive de toute nation. Dans la suite M. Calvo dit que l'arbitrage peut porter sur toute espèce de désaccords hormis ceux dans lesquels l'honneur ou la dignité nationale sont directement en jeu et qui relèvent d'un sentiment intime pour ainsi dire personnel dont un Etat tiers ne doit pas se rendre juge, chaque nation étant seule juge de sa dignité et des droits qui en garantissent la sauvegarde. Telles sont encore sur ce point les opinions de nombreux jurisconsultes :

Bonfils, Bry, Carnozza, Amari, Dreyfus, Peffcken, de Martens, de Neumann, Renault, Rouard de Card, etc.

- 1883 Costo-Rica — Salvador.
- 1886 Chili — Suisse.
- 1892 Guatemala-Honduras-Nicaragua — Salvador.
- 1899 Brésil — Chili.
- 1899 Argentine — Uruguay.
- 1899 Argentine — Paraguay.

Nous étudierons ensuite tout un groupe de traités qui ont de très nombreux points de ressemblance avec le traité du 28 mai 1902. La comparaison rapide de ces divers traités permettra de mettre en relief l'incontestable supériorité du traité chilo-argentin au point de vue de la force d'obligation à l'arbitrage. A ce point de vue cependant, ce dernier traité peut paraître inférieur au traité signé entre la Bolivie et le Pérou le 21 novembre 1901.

Il faut citer :

Le traité du 8 juin 1889 entre l'Argentine et l'Uruguay.

Le traité du 6 novembre 1899 entre l'Argentine et le Paraguay.

Le traité du 3 février 1902 entre l'Argentine et la Bolivie.

Le traité du 18 septembre 1907 entre l'Argentine et l'Italie.

Le traité du 21 novembre 1901 entre la Bolivie et le Pérou (1).

Les traités du 8 juin 1899 entre l'Argentine et la République de l'Uruguay, du 6 novembre 1899 entre l'Argentine et le Paraguay, et du 3 février

1. Texte du traité signé le 3 février 1902 entre l'Argentine et la Bolivie (traduction Descamps et Renault).

Les gouvernements de la République Argentine et de la République de Bolivie animés du commun désir de solutionner par des moyens amiables toute question quelconque qui pourrait s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité général d'arbitrage; à cet effet ils ont nommé comme leurs plénipotentiaires, savoir :

Son Excellence, M. le Président de la République Argentine, son ministre secrétaire d'Etat, etc.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les hautes parties contractantes s'obligent à soumettre au jugement d'un arbitre toutes les contestations de quelque nature que ce soit qui, pour une raison quelconque, surgiront entre elles, en tant qu'elles n'affectent pas les règles de la constitution de l'un ou de l'autre pays et toutes les fois qu'elles ne pourront être solutionnées au moyen de négociations directes.

Art. 2. — Ne peuvent être renouvelées en vertu du présent traité les questions qui ont été l'objet de règlements définitifs entre les parties. Dans ce cas, l'arbitrage se limitera exclusivement aux questions soulevées sur la validité, l'interprétation ou l'exécution des règlements.

Art. 3. — Dans chaque cas qui se présentera, le tribunal qui doit résoudre la contestation soulevée sera constitué. S'il n'y a pas accord pour la constitution du tribunal,

1902 entre l'Argentine et la Bolivie sont semblables en tous points les uns aux autres. Tous trois contiennent 18 articles, conçus exactement de la même manière. Il suffira donc de donner le texte de l'un d'eux, du plus récent, par exemple de celui du 3 février 1902 entre l'Argentine et la Bolivie.

celui-ci se composera de trois juges. Chaque Etat nommera son arbitre et ceux-ci désigneront le tiers arbitre. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur cette désignation, elle sera faite par le chef d'un tiers-Etat qu'indiqueront les arbitres nommés par les parties. S'ils ne se mettent pas d'accord pour cette dernière nomination, chaque partie désignera une puissance et l'élection du tiers-arbitre sera faite par les deux puissances ainsi désignés. L'arbitre ainsi élu sera de droit président du tribunal.

Ne pourra être nommé tiers arbitre la personne qui en cette qualité aura déjà rendu une sentence dans une instance arbitrale conformément au présent traité.

Art. 4. — Aucun des arbitres ne pourra être citoyen des Etats contractants ni domicilié sur leur territoire. Il ne pourra non plus avoir un intérêt dans les questions faisant l'objet de l'arbitrage.

Art. 5. — En cas de non acceptation, démission ou empêchement d'un ou de plusieurs arbitres, il sera pourvu à leur remplacement par la même procédure adoptée pour leur nomination.

Art. 6. — Les points faisant l'objet du compromis seront fixés par les Etats contractants, lesquels pourront aussi déterminer l'étendue des pouvoirs des arbitres et toute autre circonstance quelconque relative à la procédure.

Art. 7. — A défaut de stipulations spéciales, il appartient au tribunal de désigner l'époque et le lieu de ses séances, en dehors du territoire des Etats contractants

Ces traités ressemblent étonnamment au traité Argento-Chilien. Il est intéressant d'indiquer les articles communs et de déterminer ensuite les

de choisir la langue qui devra être employée, de déterminer les méthodes d'instruction, les formalités et délais qui seront imposés aux parties, les procédures à suivre et en général de prendre toutes les mesures qui seront nécessaires pour assurer son propre fonctionnement et résoudre toutes les difficultés de procédure qui pourront surgir dans le cours des débats.

Les compromettants s'obligent à mettre à la disposition des arbitres tous les moyens d'information dont ils disposent.

Art. 8. — Chacune des parties pourra constituer un ou plusieurs mandataires pour la représenter devant le tribunal arbitral.

Art. 9. — Le tribunal est compétent pour statuer sur la régularité de sa propre constitution, la validité du compromis et son interprétation. Il l'est également pour résoudre les contestations qui surgiront entre les compromettants sur les questions ainsi déterminées, qu'elles aient ou non fait l'objet de points soumis à la juridiction arbitrale dans l'acte de compromis.

Art. 10. — Le tribunal devra statuer conformément aux principes du droit international, à moins que le compromis n'impose l'application de règles spéciales ou n'autorise les arbitres à statuer comme amiables compositeurs.

Art. 11. — Le tribunal ne pourra se constituer sans le concours des trois arbitres. Dans les cas où la minorité, bien que dûment citée, ne voudrait assister aux délibérations ou à d'autres actes du procès, le tribunal se constituera seulement avec la majorité des arbitres; toutefois si le tiers-arbitre n'accepte l'avis d'aucun des arbitres

points par lesquels ces traités diffèrent les uns des autres.

Sont identiques :

En premier lieu les articles 1 et 2. (Il est inu-

nommés par les parties, son opinion constituera la chose jugée.

Art. 12. — La sentence devra décider définitivement chaque point en litige et exprimer les motifs sur lesquels elle se fonde.

Elle sera rédigée en double original et signée par tous les arbitres. Si l'un d'eux se refuse à la signer les autres devront faire mention dans un procès-verbal spécial de cette circonstance et la sentence produira effet toutes les fois qu'elle aura été signée par la majorité des arbitres. L'Arbitre dissident se bornera à faire constater son avis contraire en signant la sentence et sans exprimer ses motifs.

Art. 13. — La sentence devra être notifiée à chacune des parties par l'intermédiaire de son représentant.

Art. 14. — La sentence légalement prononcée décide dans les limites où elle statue le litige existant entre les parties.

Art. 15. — Le tribunal fixera dans la sentence le délai dans lequel elle doit être exécutée et il sera compétent pour décider les questions qui pourront surgir à raison de son exécution.

Art. 16. — La sentence n'est pas susceptible d'appel et son exécution est confiée à l'honneur des nations signataires du présent pacte.

Sera cependant recevable le recours en révision devant le tribunal même qui a prononcé la sentence toutes les fois qu'il aura été introduit avant l'expiration du délai fixé pour l'exécution dans les cas suivants :

1° Si la sentence a été prononcée sur un document faux ou falsifié.

tile d'insister sur ces articles communs, un simple regard sur les textes permettra de se rendre compte combien est complète la similitude).

L'article 6 des traités du type Argento-Bolivien est identique à l'article 4 du traité Argento-Chilien.

Les articles 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17 sont respectivement semblables — à quelques différences près — sans importance d'ailleurs dues à la dissemblance de juridiction aux articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15. (Un article est dédoublé).

Quels sont donc les points de différence ?

Il faut signaler d'abord la dissemblance de juridiction. Tandis que le tribunal arbitral est constitué, dans le traité argento-chilien, par un arbitre unique, uniformément désigné à l'avance pour tous les différends, dans le traité argento-bolivien, au contraire, le tribunal consiste en un collège d'arbitres désignés spécialement pour chaque cas d'après les règles compliquées des articles 3, 4, 5 dudit traité. La complication même de ces règles laisse entrevoir les difficultés que peut soulever, le cas échéant, la désignation des arbitres, difficultés qui non seulement peuvent aller jusqu'à retarder la solution du conflit par l'arbitrage, mais encore jusqu'à la rendre impossible. Il est

certain que l'article 3 du traité argento-chilien supprime ces difficultés : à ce point de vue il nous paraît bien préférable.

Mais c'est surtout par les dispositions de son article 5 que le traité argento-chilien diffère du groupe de traités dont le type est celui conclu par l'Argentine et la Bolivie.

Dans le traité argento-bolivien en effet, les arbitres ne peuvent jouer de rôle qu'une fois le compromis signé, puisqu'ils n'existent en tant qu'arbitres que du jour où ils ont été désignés comme arbitres, c'est-à-dire du jour où ce compromis a été signé. Sans doute ils ont le pouvoir à défaut de stipulations spéciales dans le compromis, d'or-

(Suite de la note de la page 99)

2° Si la sentence a été en tout ou partie la conséquence d'une erreur de fait résultant des pièces de procédure ou documents de la cause.

Art. 17. — Chacune des parties paiera ses frais particuliers et la moitié des frais généraux du tribunal arbitral.

Art. 18. — Le présent traité demeurera en vigueur durant dix ans à compter de l'échange des ratifications : S'il n'est pas dénoncé six mois avant son échéance il sera réputé renouvelé pour une autre période de dix ans, et ainsi de suite.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Buenos-Ayres dans les six mois de sa date.

En foi de quoi les plénipotentiaires de la République Argentine et de la République de Bolivie ont signé et scellé de leurs sceaux respectifs et par duplicata le présent traité à Buenos-Ayres le 3 février 1902.

ganiser la procédure et de résoudre toutes les difficultés qui pourront se présenter au cours des débats. Mais ils n'ont pas le pouvoir exorbitant, que possède théoriquement l'arbitre du traité argento-chilien, d'imposer aux litigants au cas de désaccord complet sa conception personnelle du différend et de la manière de le résoudre. Nous avons vu, en effet, dans le chapitre relatif à la procédure que le roi d'Angleterre sollicité par un seul des litigants avait le pouvoir de fixer l'objet du litige, l'autre partie s'engageant par le traité général d'arbitrage à se soumettre à sa décision.

Il nous a semblé qu'en fait l'arbitre interviendrait surtout comme médiateur — qu'ainsi sa décision quant à l'objet du litige concilierait dans une certaine mesure les prétentions des deux litigants — que son intervention paraissait donc être de la plus haute utilité. A ce sujet, il convient de rappeler que, malgré les dispositions précises du traité, nous estimons qu'au cas où l'arbitre ne pourrait trouver quant à l'objet du litige de solution conciliant les prétentions des litigants, il ne passerait pas outre la résistance plus ou moins ouverte d'une des parties et s'abstiendrait très probablement. Mais en résumé, l'on doit conclure qu'en fait cette disposition peut avoir le plus heu-

reux résultat et c'est là une des supériorités du traité chilo-argentin sur les traités ci-dessus mentionnés.

Le traité du 28 mai 1902 présente donc certains avantages sur les traités qui viennent d'être analysés. Mais en est-il de même vis-à-vis du traité argento-italien du 18 septembre 1907 ? C'est ce qu'il convient d'examiner rapidement (1).

1. Texte du traité du 18 septembre 1907. Traduction de M. Renault à son cours.

Article premier. — Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à l'arbitrage toutes les contestations de quelque nature qu'elles soient pouvant surgir entre elles et qui n'auraient pas pu être résolues par voie diplomatique à l'exception de celles touchant aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans un autre Etat.

Dans les différends pour lesquels suivant la loi territoriale l'autorité judiciaire serait compétente les parties contractantes ont le droit de ne soumettre le litige au jugement arbitral qu'après que la juridiction nationale aura statué définitivement.

Seront en tous cas soumises à l'arbitrage les contestations suivantes :

1° Les différends concernant l'interprétation et l'application des conventions conclues ou à conclure entre les parties contractantes ;

2° Les différends concernant l'application et l'interprétation d'un principe de droit international.

La question de savoir si une contestation constitue ou non un différend prévu ci-dessus sera également soumise à l'arbitrage.

Sont expressément soustraites à l'arbitrage les contestations concernant la nationalité des individus.

Art. 2. — Dans chaque cas particulier, les hautes par-

Le traité italo-argentin de 1907 apparaît aussi comme ayant une grande force d'obligation. Cependant bien que sa clause restrictive semble moins élastique que celle des traités cités ci-dessus (elle ne soustrait en effet à l'arbitrage que les

ties contractantes signent un compromis spécial déterminant l'objet du litige et s'il y a lieu le siège du tribunal, la langue dont on fera usage, celles dont l'emploi sera autorisé devant lui, le montant de la somme que chaque partie aura à déposer à titre d'avances pour les frais, la forme et les délais à observer en ce qui concerne la constitution du tribunal, et l'échange des mémoires et documents, et généralement toutes les conditions dont elles seront convenues.

A défaut de compromis, les arbitres nommés d'après les règles des articles 3 et 4 du présent traité jugent sur la base des prétentions qui leur sont soumises.

Au surplus en l'absence d'entente spéciale les dispositions établies par la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux en 1899 seront appliquées sous réserve des additions et modifications contenues dans les articles suivants :

Art. 3. — Sauf stipulation contraire, le tribunal se compose de trois membres. Les deux parties nomment chacune un arbitre pris de préférence dans la liste des membres de la Cour permanente établie par ladite convention de la Haye et s'entendent sur le choix d'un surarbitre ; si l'accord ne se fait pas là-dessus les parties s'adresseront à une tierce puissance pour qu'elle fasse cette désignation et à défaut d'accord à ce sujet une requête sera adressée à cette fin à S. M. la reine des Pays-Bas ou à ses successeurs.

Le surarbitre est choisi dans la liste des membres de ladite Cour permanente. Il ne peut être le ressortissant d'aucune des parties ni être domicilié ou résidant dans leurs territoires.

différends susceptibles de toucher aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans un autre Etat) ce traité est à certains points de vue incontestablement inférieur au traité chilo-argentin.

En premier lieu, l'article 1 est mal conçu : Pourquoi précise-t-il en effet, puisque le traité est un traité général d'obligation absolue que :

Une même personne ne peut pas siéger comme surarbitre dans deux affaires successives.

Art. 4. — Dans le cas où les parties ne s'entendraient pas pour la constitution du tribunal, les fonctions arbitrales seront conférées à un arbitre unique qui sauf stipulation contraire sera nommé suivant les règles établies dans l'article précédent pour la nomination du surarbitre.

Art. 5. — La sentence arbitrale est rendue à la majorité des voix sans qu'il y ait lieu de mentionner le dissentiment éventuel d'un arbitre.

Art. 6. — La sentence arbitrale décide définitivement et sans appel de la contestation.

Toutefois le tribunal ou l'arbitre qui prononce la sentence peut, avant que celle-ci soit exécutée, être saisi d'une demande en révision dans les cas suivants :

1° Si le jugement a été établi sur des pièces fausses ou erronnées.

2° Si la sentence se trouve en tout ou en partie viciée par une erreur de fait résultant des actes ou des documents de la cause.

Art. 7. — Tout différend pouvant surgir entre les parties en ce qui concerne l'interprétation ou l'exécution de la sentence sera soumis au jugement du tribunal qui a rendu la sentence.

Art. 8. — Le présent traité est établi en langue espagnole, italienne et française. Le texte français sera considéré comme faisant foi.

« Seront soumises en tous cas à l'arbitrage les contestations suivantes :

1^o Les contestations concernant l'interprétation et l'application des conventions conclues ou à conclure entre les parties contractantes ;

2^o Les différends concernant l'interprétation et l'application d'un principe de droit international.

Cette disposition donne l'impression d'un scepticisme profond de la part des auteurs du traité vis-à-vis de leur œuvre. Il semble que ces derniers aient eu la conviction que le traité ne serait pas appliqué dans certains cas malgré sa généralité absolue. Cette disposition malheureuse a pour conséquence d'autoriser implicitement les parties à soustraire certains différends à l'arbitrage.

En outre, sont expressément soustraites à l'arbitrage les contestations concernant la nationalité des individus.

Nous signalerons comme pour les traités précédents, les inconvénients d'une désignation d'arbitres spéciale à chaque litige, qui peut donner lieu aux plus graves difficultés.

Ce sont les dispositions contenues dans la seconde partie de l'article 2 qu'il est le plus intéressant de comparer au traité chilo-argentin.

En effet, en vertu de cet article, les arbitres,

puisque à défaut de compromis ils doivent juger sur le vu des prétentions respectives des parties, ont implicitement le droit et l'obligation de préciser l'objet du litige. Leur décision à ce sujet s'imposera aux parties puisque la sentence décide définitivement et sans appel de la contestation. C'est là une disposition qui rapproche le traité argentin du traité chilo-argentin. La différence entre les deux traités est cependant considérable.

Dans le traité italo-argentin, il faut qu'il y ait de la part des litigants, volonté commune de soumettre au jugement des arbitres la détermination de l'objet du litige. Si l'une des parties refuse d'exposer ses prétentions aux arbitres, c'en est fait de l'arbitrage. En effet, elle s'engage bien à se plier aux décisions du tribunal arbitral quant à l'objet du litige, lorsqu'elle aura consenti à lui soumettre ce point, mais elle ne s'engage pas à le lui soumettre toutes les fois qu'un compromis n'aura pu être établi. Dans le traité chilo-argentin nous avons vu qu'il suffisait qu'une seule des parties sollicitât l'intervention de l'arbitre, pour que celui-ci pût fixer l'objet du litige et imposer sa manière de voir aux deux litigants. Les contractants du traité italo-argentin n'auront donc pour se soustraire à l'arbitrage qu'à ne pas signer

de compromis, et ne pas soumettre leurs prétentions aux arbitres. On voit combien le traité chilo-argentin est supérieur au traité argento-italien au point de vue de la force d'obligation à l'arbitrage.

Mais de tous les traités, c'est incontestablement le traité signé par la Bolivie et le Pérou, le 21 novembre 1901 qui se rapproche le plus du traité chilo-argentin (1).

1. Texte du traité bolivo-péruvien. Traduction Renault et Descamps.

Article premier. — Les hautes parties contractantes s'obligent à soumettre à l'arbitrage toutes les contestations actuellement pendantes et celles qui viendraient à surgir entre elles pendant que le présent traité sera en vigueur, quelles que soient leur nature et leurs causes et toutes les fois qu'elles n'auront pas pu être solutionnées par des négociations directes.

Art. 2. — Si le cas se présente les parties contractantes concluront une convention spéciale afin de déterminer la matière de la contestation, de fixer les points qui doivent être résolus, l'étendue des pouvoirs de l'arbitre et les formes de procédure à observer.

Art. 3. — Si les hautes parties contractantes n'arrivent pas à se mettre d'accord sur les points visés dans l'article précédent, l'arbitre aura le pouvoir de déterminer, sur le vu des prétentions des deux parties, les points de fait ou de droit qui devront être résolus pour la solution du litige et d'établir la procédure à suivre.

Art. 4. — Les hautes parties contractantes conviennent que l'arbitre sera le tribunal permanent d'arbitrage, établi en vertu des accords adoptés par la Conférence pan-américaine fonctionnant actuellement à Mexico.

Art. 5. — Dans les deux cas suivants : a) Si le tribunal

Ce traité est d'ailleurs le traité général par excellence. Il soumet en effet à l'arbitrage tous les litiges sans exception et ne contient pas de clause restrictive.

auquel se réfère l'article précédent ne parvient pas à se constituer et, b) s'il y a nécessité de recourir à l'arbitrage avant la constitution dudit tribunal, les hautes parties contractantes conviennent de désigner comme arbitre le président de la République Argentine, celui de l'Espagne, et celui des Etats-Unis du Mexique, lesquels exerceront respectivement cette charge l'un en cas d'empêchement de l'autre et dans l'ordre de leur nomination.

Art. 6. — Si pendant que le présent traité sera en vigueur et dans les deux hypothèses prévues par l'article précédent, il survient des cas d'arbitrage, ils seront soumis successivement pour leur solution aux gouvernements indiqués dans l'ordre qui a été établi.

Art. 7. — L'arbitre est également compétent : 1° pour statuer sur la régularité de sa constitution, la validité du compromis et son interprétation ; 2° pour adopter les mesures préparatoires nécessaires et résoudre toutes les difficultés qui surgiront dans le cours des débats. Sur les questions ayant un caractère technique ou scientifique qui se présenteront dans le litige, il demandera obligatoirement l'avis de la Société royale de géographie de Londres ou de l'Institut géographique international de Berlin ; et 3° pour désigner l'époque où il fonctionnera.

Art. 8. — L'arbitre prononcera en se conformant strictement aux prescriptions du droit international et dans les questions de limites au principe américain, de l'*Uti possidetis* de 1810, toutes les fois que la Convention, à laquelle se réfère l'article 2 n'établit pas l'application de règles spéciales ou n'autorise pas l'arbitre à prononcer comme amiable compositeur.

Art. 9. — La sentence devra résoudre définitivement chaque point en litige en exprimant ses motifs. Elle sera

En outre, comme dans le traité chilo-argentin, l'arbitre est désigné d'avance, et est le même pour tous les litiges.

dressée en double exemplaire et notifiée à chacune des parties par l'intermédiaire de son représentant.

Art. 10. — La sentence légalement prononcée résout dans les limites où elle a prononcé, le litige pendant entre les parties.

Art. 11. — L'arbitre fixera dans la sentence le délai dans lequel elle devra être exécutée.

Art. 12. — La sentence n'est pas susceptible d'appel et son exécution est confiée à l'honneur des nations signataires du présent traité.

Sera cependant recevable le recours en révision devant le même arbitre qui a rendu la sentence, toutes les fois que ledit recours sera formé avant le délai indiqué pour l'exécution de la dite sentence dans les cas suivants :

1° Si la sentence a été rendue en vertu d'un document faux ou falsifié ;

2° Si la sentence a été en tout ou en partie la conséquence d'une erreur de fait provenant des pièces ou documents de la cause.

Art. 13. — Le recours en révision ne pourra en aucun cas être interjeté plus de six mois après la notification de la sentence.

Art. 14. — Les hautes parties contractantes nommeront leur représentant dans l'instance, elles mettront à la disposition de l'arbitre tous les moyens d'information dont elles disposent, et elles supporteront leurs propres frais et la moitié des frais généraux de l'arbitrage.

Art. 15. — Le même arbitre qui a rendu la sentence statuera sur les contestations soulevées par son exécution.

Art. 16. — Le présent traité durera dix ans. Tacite reconduction s'il n'est pas dénoncé six mois avant son échéance.

Mais de même que le traité argento-italien de 1907, il ne contient pas de dispositions semblables à celle de l'article 5 du traité chilo-argentin. L'arbitre a bien sans aucun doute le pouvoir de déterminer sur le vu des prétentions des parties, les points de fait et de droit qui devront être résolues pour la solution du litige. Mais encore faut-il pour cela que les deux parties lui aient soumis leurs prétentions. Si l'une d'elles ne les soumet pas, le traité ne donne pas à l'arbitre le droit de les lui réclamer et d'exercer l'action heureuse de l'arbitre du traité chilo-argentin.

Sur tous les autres points, les deux traités sont à peu près identiques.

En résumé, si le traité chilo-argentin est moins général que le traité bolivo-péruvien, il a sur tous les autres traités d'arbitrage obligatoire actuellement existants une supériorité incontestable que lui confèrent les dispositions de l'article 5. C'est qu'en effet ce traité organise en quelque sorte non seulement l'arbitrage obligatoire mais encore une médiation obligatoire préalable dans le but de faciliter l'arbitrage. Nous avons vu, en effet, que si théoriquement l'arbitre avait le pouvoir de solutionner le différend même lorsque l'une des parties opposerait de la résistance, en fait, son action ten-

draît surtout à amener les litigants à composition. Au cas, en effet, où l'une des parties résisterait aux demandes de renseignements de l'arbitre, il est très probable que celui-ci ne passerait pas outre, et s'abstiendrait de juger.

C'est donc bien une sorte de médiation obligatoire qui sans aucun doute peut avoir le cas échéant les conséquences les plus heureuses.

C'est là, répétons-le, la grosse innovation du traité.

Deuxième Partie

LA CONVENTION SUR LES ARMEMENTS MARITIMES

Convention sur les Armements Maritimes, signée à
Santiago du Chili le 28 mai 1902

Réunis au Ministère des Relations Extérieures du Chili, MM. Don José Vergara Donoso, ministre dudit département, et Don José Antonio Terry, envoyé extraordinaire de la République Argentine, sont convenus de consigner dans la convention suivante les diverses conclusions adoptées pour la limitation des armements maritimes dans les deux républiques, conclusions prises sur l'initiative et grâce aux bons offices du gouvernement de Sa Majesté Britannique, représenté au Chili par son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire M. Don Gérard A. Lowther et dans la République Argentine par son envoyé et ministre plénipotentiaire sir W. A. C. Banington.

Article premier. — Dans le dessein d'écarter tout motif d'inquiétude et de défiance entre l'un ou l'autre pays, les gouvernements du Chili et de la République Argentine renoncent à prendre possession des navires de guerre qu'ils ont en construction et à faire pour le moment de nouvelles acquisitions.

Les deux gouvernements conviennent en outre de réduire leurs escadres respectives et à cet effet ils continueront de négocier jusqu'à ce qu'ils arrivent à un accord établissant un équilibre discret entre lesdites escadres. Cette réduction se fera dans le délai d'un an à compter de la date de l'échange de la présente convention.

Art. 2. — Les deux gouvernements se promettent de ne pas augmenter durant cinq ans leurs armements maritimes sans un avis préalable que celui qui voudra augmenter lesdits armements donnera à l'autre dix-huit mois à l'avance. Il est entendu que sont exclus de cet arrangement tous les armements pour la fortification des côtes et ports et que chacun pourra acquérir tout matériel flottant quelconque destiné exclusivement à la défense de ceux-ci comme sous marins, etc.

Art. 3. — Les aliénations auxquelles donnera lieu cette convention ne pourront se faire à des pays ayant des questions en litige avec l'une ou l'autre des parties contractantes.

Art. 4. — Afin de faciliter le transport des contrats pendant les deux gouvernements s'engagent à proroger de deux mois le délai stipulé pour la livraison des bâtiments respectifs en construction ; à cet appel ils donneront les instructions nécessaires aussitôt la signature de la présente convention.

Art. 5. — Les ratifications de la présente convention seront échangées dans le délai de soixante jours ou plus

tôt s'il est possible et l'échange aura lieu dans la ville de Santiago (1).

En foi de quoi les soussignés signent et scellent en double exemplaire ladite convention dans la ville de Santiago le 28 mai 1912.

J. F. VERGARA DONOSO.

J. A. TERRY.

Notes relatives à l'interprétation de l'article 1, seconde partie, de la convention du 28 mai 1902 sur les armements maritimes, échangées à Santiago le 28 mai 1902 (1).

Santiago, 28 mai 1902,

Monsieur le Ministre,

La seconde partie de l'article premier de la convention pour limiter les armements maritimes du Chili et de la République Argentine, s'exprime ainsi : « Les deux gouvernements conviennent en outre de réduire leurs escadres respectives, et à cet effet ils continueront à négocier jusqu'à ce qu'ils arrivent à un accord établissant un équilibre discret entre lesdites escadres. Cette réduction se fera dans le délai d'un an à compter de l'échange de la présente convention. »

Le gouvernement estime que les difficultés auxquelles

1. Echange des ratifications le 22 septembre 1902 à Santiago du Chili.

pourrait donner lieu l'exécution de la clause que je viens de transcrire devront être jugées par l'arbitre en conformité contenues dans l'article premier du traité général d'arbitrage conclu à cette date.

Espérant que Votre Eminence voudra bien me faire connaître le sentiment de son gouvernement à cet égard, il m'est agréable de renouveler à Votre Eminence l'assurance de ma considération distinguée.

J. V. VERGARA DONOSO

A. J. E. M. José A. Terry, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Argentine.

LÉGATION ARGENTINE

Santiago, le 28 mai 1902

Monsieur le Ministre,

J'ai eu l'honneur de recevoir le note de Votre Eminence en date de ce jour par laquelle elle veut bien m'aviser que son gouvernement interprète la seconde partie de l'article premier de la convention sur la limitation des armements en ce sens que toute difficulté quelconque qui viendra à être soulevée et qui ne pourra pas être aplanie directement dans l'année entre les chancelleries devra être la matière d'un arbitrage général conformément au traité signé à cette date.

En réponse à cette note, il m'est agréable de déclarer

à Votre Eminence que mon gouvernement donne la même interprétation à ladite clause.

Je renouvelle à Votre Eminence l'assurance de ma considération distinguée.

J. A. TERRY,

*A. S. E. M. le Ministre des Relations Extérieures
du Chili.*

**Protocole explicatif du traité d'arbitrage et de la
Convention sur les Armements Maritimes du
28 mai 1902, signé à Santiago du Chili le 10 juillet 1902.**

Réunis au Ministère des Relations extérieures du Chili, le ministre du dit département Don José Francis Ver-gara Donoso, et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Argentine M. Don José-Antonio Terry, afin de faire disparaître les légers doutes soulevés dans les deux pays et de donner aux conventions signées le 28 mai dernier toute l'autorité qui leur appartient à raison du but élevé en vue duquel elles ont été conclues les dits ministres, à ce dûment autorisés, ont déclaré que leurs respectifs gouvernements étaient d'accord sur les points suivants :

1° Ne peut faire l'objet entre les parties et l'arbitrage prévu par l'acte préliminaire de la Convention d'arbitrage l'exécution des traités en vigueur, ou de ceux qui en seront la conséquence et par suite un des gouvernements

contractants n'a pas le droit de s'immiscer dans la manière que l'autre adopte pour assurer l'exécution des dits traités.

2° L'exécution de la deuxième partie de l'article 1^{er} de la Convention sur la limitation des armements maritimes, en vertu de laquelle il doit être établi un équilibre discret entre les deux escadres ne rend pas nécessaire l'aliénation des bâtiments, mais on peut chercher le dit équilibre discret par le désarmement ou par d'autres moyens aussi étendus qu'il conviendra, afin de permettre que les deux gouvernements conservent les escadres nécessaires, l'un pour la défense naturelle, et le rôle permanent de la République du Chili dans le Pacifique, et l'autre la défense naturelle et le rôle permanent de la République Argentine dans l'Atlantique et le Rio de la Plata.

3° Les Conventions sus-relatées devant être soumises à la délibération des congrès de l'un et de l'autre pays, il doit être donné connaissance aux dits congrès du présent protocole.

En foi de quoi ils signent le présent protocole en double exemplaire à Santiago le 10 juillet 1902.

J. F. VERGASO DONOSO

J. A. TERRY

Convention du 9 janvier 1903 ayant pour objet d'assurer l'exécution du traité de 1902 sur l'équilibre des armements maritimes et du protocole ci-dessus reproduit du 10 juillet 1902.

Article premier. — Les républiques du Chili et de l'Argentine vendront sans retard et le plus tôt possible les navires de guerre qu'elles ont actuellement en construction, la première sur les chantiers de Vicken et Armstrong (Angleterre) et la seconde sur ceux d'Amaldo (Italie) dans les conditions établies par le premier alinéa de l'article premier et par l'article 3 de la Convention du 28 mai 1903. Si, pour une cause quelconque, elles ne peuvent réaliser immédiatement la vente, les hautes parties contractantes pourront en attendant continuer la construction des navires sus-énoncés jusqu'à ce qu'ils soient terminés, mais en aucun cas les dits ne pourront être livrés à aucune nation ni à aucune personne.

Art. 4. — Pour établir l'équilibre pendant entre les escadres existantes la République du Chili procédera au désarmement du cuirassé *Capitan Prat* et la République Argentine à celui de ses cuirassés *Garibaldi* et *Pueyrredon*.

Art. 5. — Pour que les bâtiments soient considérés à l'état de désarmement conformément à l'article précédent ils devront être amenés dans une anse ou dans un port

ayant à bord seulement le personnel nécessaire pour prendre soin de la conservation du matériel qui ne peut être retiré, et après en avoir débarqué tout le charbon, toutes les poudres et munitions, l'artillerie de petit calibre et tubes lance-torpilles et les torpilles, les projecteurs électriques, les petites embarcations, tous les articles de consommation de toutes sortes chargés sur les dits navires. Pour mieux assurer la conservation il pourra être placé un toit au pont.

Art. 6. — Les bateaux énoncés dans l'article 5 que les deux gouvernements conviennent de désarmer devront demeurer en cet état et ces navires ne pourront être incorporés aux escadres respectives même en donnant l'avis à signifier dix-huit mois à l'avance nécessaire pour l'augmentation des armements maritimes prévue par l'article 2 de la convention précitée.

Art. 7. — Les Hautes Parties Contractantes décident d'un commun accord de mettre immédiatement les navires actuellement en construction à la disposition et aux ordres de Sa Majesté Britannique, arbitre nommé par le traité du 28 mai 1902, en la prévenant qu'elles ont convenu qu'ils ne pourront sortir des chantiers où ils se trouvent actuellement que dans les cas où les Hautes Parties Contractantes le demanderont d'un commun accord parce qu'elles en auront réalisé la vente ou par suite d'une convention ultérieure.

Art. 8. — Les deux Hautes Parties Contractantes feront connaître immédiatement aux chantiers de construction que les navires ont été placés en vertu d'un accord entre

les deux gouvernements à la disposition de l'arbitre désigné dans le traité du 28 mai 1902, sans l'ordre ils ne pourront être armés de nouveau qu'après avis préalable lequel devra être donné par le gouvernement qui a l'intention de procéder à l'armement de dix-huit mois à l'avance à l'autre gouvernement sauf convention ultérieure ou aliénation des dits bâtiments.

Art. 9. — Les deux gouvernements solliciteront l'arbitre désigné dans le traité du 28 mai 1902, pour solutionner les difficultés auxquelles pourront donner lieu les questions des armements maritimes, d'accepter la mission résultant pour lui du présent acte et à cet effet il lui en sera envoyé une copie authentique.

La Convention de limitation des armements

Le caractère le plus frappant de la convention de limitation des armements, c'est qu'elle est restreinte aux armements maritimes. Cela seul semblerait prouver qu'elle n'est pas un traité de désarmement, ayant eu pour but principal de diminuer les charges militaires des deux pays, car le coût des armements maritimes n'est rien à côté des dépenses nécessitées par l'entretien des armées de terre. D'ailleurs une étude consciencieuse de la question permettra d'établir d'une

façon certaine que ce ne sont pas des raisons de fiscalité qui ont donné naissance à la convention.

Quels sont les motifs qui ont amené les deux pays à contracter un pareil engagement ?

L'article 1^{er} du traité de limitation expose que « dans le dessin d'écarter tout motif d'inquiétude et de défiance entre l'un ou l'autre pays, les gouvernements du Chili et de l'Argentine renoncent à prendre possession des navires de guerre qu'ils ont en construction et à faire pour le moment de nouvelles acquisitions ».

Les deux gouvernements conviennent en outre de réduire leurs escadres respectives et à cet effet ils continueront à négocier jusqu'à ce qu'ils arrivent à un accord établissant un équilibre discret entre les dites escadres. Cette réduction se fera dans le délai d'un an à compter de l'échange des ratifications de la présente convention. »

Il ressort des termes mêmes du traité, que la raison de cet arrangement est le dessein d'écarter tout motif d'inquiétude et de défiance, et non un motif de fiscalité. C'est qu'en effet après la solution du conflit des frontières, au moment où l'on s'engageait à régler pacifiquement tous les différends susceptibles de se produire, il convenait aussi pour faire œuvre complète de calmer les

inquiétudes que l'on avait du côté de la mer. Cet exposé des motifs de la convention de limitation est bien l'expression du besoin d'apaisement ressenti par les deux pays. Depuis des années et pour mieux dire depuis toujours les alertes étaient continuelles, les différends constants, les armements incessants de part et d'autre, hâtifs et ruineux en vue d'une guerre qui fut sans cesse imminente. Lorsque la détente se fut enfin produite, sans doute le différend relatif au territoire était enfin réglé ; mais restaient les rivalités maritimes si importantes dans l'histoire des deux peuples. L'on se souvient du conflit du Pacifique. Aussi est-ce dans le but de mettre un terme à ces difficultés qu'intervint le traité de limitation.

C'est donc un traité original que l'on ne saurait appeler proprement un traité de désarmement, il n'est autre chose que la forme donnée à la solution de la rivalité maritime.

Sans doute, une de ces conséquences a été de mettre un terme à l'augmentation croissante des charges maritimes. Mais s'il les a empêchées d'augmenter, il ne les a pas pour cela diminuées. Relativement aux autres budgets, les budgets de la marine ont cependant diminué dans ces deux pays.

C'est qu'en effet la richesse publique croissant, les revenus publics deviennent de plus en plus importants dans ces états, et permettent ainsi d'alimenter et de grossir d'une façon continue les différents budgets. Ce traité est donc une source d'économies, mais ce n'est pas là sa véritable raison d'être.

Quelles sont les dispositions précises du traité ?
Quelles suites leur ont été données ? A quels résultats positifs ont-elles abouti ?

Les gouvernements s'engagent :

1° A ne pas prendre livraison des navires en construction au moment de la conclusion du traité.

2° A ne pas faire de nouvelles acquisitions.

3° A réduire dans une certaine mesure leurs escadres dans le délai d'un an.

4° A ne pas augmenter durant cinq ans leurs armements maritimes sans avis préalable qui devra être donné dix-huit mois à l'avance.

5° A ne pas faire d'aliénations à des pays ayant des questions en litige avec l'une ou l'autre des parties contractantes.

Nous allons voir comment ont été réalisées ces dispositions et quelle est la portée pratique de la convention.

Il faut constater d'abord que ces dispositions ne visent que les grosses unités. Tous les armements pour la fortification des côtes et des ports sont exclus de la convention, de même que tout matériel flottant destiné exclusivement à la défense de la côte tels que sous marins, torpilleurs, etc. Les deux pays restent donc libres d'augmenter indéfiniment le nombre de ces petits bâtiments.

L'équilibre discret a été établi par le désarmement de la part du Chili du cuirassé *Capitan Prat*, de la part de l'Argentine des cuirassés *Garibaldi* et *Pueyrredon*.

On voit combien est restreinte la portée de cette convention.

Avant d'envisager les critiques que l'on a élevées contre la convention de limitation des armements, il faut regretter que les Etats contractants n'aient pas inséré dans la convention des clauses permettant de prendre des mesures pour la réfection des unités, pour le cas où par suite de vétusté ou d'avaries elles deviendraient partiellement ou complètement hors d'usage. En effet, a été établi théoriquement l'équilibre des escadres. Mais si cet équilibre vient à être fortuitement rompu, si par exemple un sinistre se produit dans l'une des deux marines, qu'un vaisseau soit perdu ou devienne inutilisable, quelle sera l'attitude des deux gouver-

nements ? L'équilibre sera rompu et il est certain que le pays qui aura à déplorer la perte voudra bientôt la réparer. Comment agira-t-il alors ? Logiquement et équitablement en l'absence de toute disposition contractuelle sur ce point il doit pouvoir combler le vide. Fera-t-il dès lors construire un navire semblable en tous points à celui qui n'est plus en ligne, ou ce qui paraît plus logique le fera-t-il établir sur des plans nouveaux suivant les dernières données de la science et de l'art naval ? Mais l'autre pays n'élèvera-t-il pas alors des difficultés, avec juste raison ? Car il est reconnu aujourd'hui que certains navires construits sur les dernières données techniques sont incomparablement supérieurs aux autres vaisseaux, même à ceux qui ne sont plus jeunes que de quelques années. A tel point que certaines personnes, dont la compétence ne saurait être mise en doute, préfèrent à une escadre nombreuse une escadre d'unités récentes, serait-elle de beaucoup inférieure en nombre. Un seul cuirassé du modèle le plus récent, établi par l'Angleterre (type Dreadnought), est supérieur à lui seul, soit par suite de sa force de résistance ou de sa puissance d'attaque (grand nombre et puissance des bouches à feu), à deux ou trois autres unités d'un autre modèle. Il semble donc qu'au cas où la réfection d'une unité

deviendrait nécessaire dans la marine du Chili ou de l'Argentine, des difficultés ne manqueraient pas de s'élever à ce sujet. Des dispositions contractuelles auraient dû être prises pour parer à cette éventualité.

Puisque l'équilibre a été fait au moyen d'une réduction des armements par le désarmement de certains navires, l'équilibre, semble-t-il, pourra être facilement rétabli par le désarmement d'un navire de l'autre pays, navire qui sera choisi de force égale à celle du bâtiment qui a dû être mis à l'écart. On pourrait aussi, par le moyen directement opposé, réarmer pour compléter l'escadre, un des navires qui ont été désarmés en vertu de la convention Chili (*Capitan Prat*). République Argentine (*Garibaldi* et *Pueyrreton*). Ce dernier moyen présenterait l'avantage de maintenir les deux escadres dans le même état de force. Mais, comme d'un navire à l'autre, il y a, avons-nous rappelé plus haut, d'énormes différences, cette substitution présenterait sans doute de nombreuses difficultés. Quoi qu'il en soit il est à regretter, et c'est là une grosse lacune du traité, qu'un principe de réfection des navires n'ait pas été adopté par les deux Etats. C'est évidemment là un point très faible de la convention. Des dispositions ont été peut-être prises dans des actes postérieurs pour parer à

cet inconvénient, mais l'on ne trouve rien dans le traité qui se rapporte à ce sujet. On objectera qu'en vertu des conventions établies par l'échange de notes relatives à l'interprétation de l'article 1, seconde partie, de la convention de limitation (notes du 28 mai) et qu'en vertu du traité général d'arbitrage, aux cas où les deux Etats ne pourraient pas solutionner directement le différend relatif au remplacement du navire, le litige devrait être porté devant l'arbitre.

Les notes précitées établissent formellement qu'en cas de litige sur le point envisagé dans les lignes précédentes, le traité d'arbitrage s'appliquerait à ce différend.

Il faut remarquer qu'en vertu de ces mêmes notes le roi d'Angleterre avait compétence pour établir l'équilibre discret entre les escadres au cas où les gouvernements ne se seraient pas entendus.

On n'a pas manqué de faire à cette convention une objection théorique bien connue faite *a priori* aux traités de cette nature. Sans doute, a-t-on, dit ce sera une grande perte d'argent évitée, perte sèche et stérile. Ce sera aussi une cause d'apaisement entre les deux pays qui ne craindront plus leurs ambitions maritimes réciproques. Mais les deux pays bénéficiaires de cet état de choses s'engourdiront dans le repos et la tranquil-

lité. En matière d'armements ne pas augmenter ses forces c'est les amoindrir et cela pour plusieurs raisons. D'abord parce que le matériel vieillit, s'use, devient inférieur et au bout de quelques années est complètement hors d'usage. Ensuite, et surtout, c'est que l'on voit alors les tierces puissances par suite de l'augmentation continue de leurs forces militaires prendre le pas sur les pays à armements limités. D'où le danger. Sans doute, l'ennemi d'hier n'est plus à craindre, mais celui d'aujourd'hui apparaît plus fort et plus menaçant.

On ne saurait nier la portée de cet argument. Le péril est en effet très grand. Il l'est surtout si les pays contractants qui se sont limés eux-mêmes bec et ongles, se renfermant ensuite dans un étroit égoïsme, s'abandonnent réciproquement à leurs faibles moyens. Aussi nous paraît-il avantageux de donner comme corollaire à tout traité de ce genre, un traité d'alliance défensive. En généralisant la chose, peut être serait-il possible de former des fédérations de pays à armements limités unis par des traités d'alliance défensive. C'est peut-être là une des solutions de la question du désarmement, problème si ardemment cherché, mais toutefois d'un caractère si utopique.

En fait, l'Argentine et le Chili courent-ils ce danger ? Il faut reconnaître tout d'abord que la limita-

tion de leurs armements n'a été faite que sur une faible étendue. Il s'est agi des armements maritimes, et parmi ceux-là des seules grosses unités. Trois cuirassés seulement ont été désarmés. L'on a en outre renoncé à prendre livraison des bateaux en construction. Ainsi donc, pendant dix ans les deux pays ne verront aucune unité nouvelle venir s'ajouter à leurs escadres. Nous savons que pendant ce temps la marine du Brésil devient par le nombre, la puissance, et les perfectionnements de ses cuirassés, une marine avec laquelle devront compter les Etats les plus forts. C'est évidemment là une source réelle de dangers. Mais le traité n'est conclu que pour six ans et si à l'expiration de la période convenue, le danger était pressant, il y serait sans doute paré d'un commun accord. Nous ne ferons pas aux hommes d'Etat de ces deux pays l'injure de ne pas voir le danger s'il est réel et de se désintéresser de la question.

Les faibles moyens d'investigation dont nous disposons ne nous permettent pas de préciser dans quel sens s'est déplacé au point de vue des armement l'équilibre Sud-Américain. Nous nous contentons donc de signaler les conséquences théoriques de ce traité de limitation. Mais lorsqu'une longue période d'histoire se sera écoulée, lorsque toutes les conséquences de ce traité apparaîtront

dans tous leurs développements, ce sera là une étude du plus haut intérêt. L'expérience en cours ne doit donc pas être perdue de vue car ainsi qu'on l'a vu par l'historique qui se trouve en tête de cet opuscule, elle est unique, et par conséquent tout à fait utile pour la mise au point de toutes ces questions relatives à l'arbitrage obligatoire et à la limitation des armements.

Telles sont les conséquences théoriques que peut avoir le traité de limitation. Au point de vue pratique il n'a pas médiocrement contribué à l'apaisement désiré par les deux pays. Il a enfin mis un terme à l'accroissement continu des budgets de la guerre. C'est ainsi qu'en 1903, le budget de la guerre de l'Argentine devait passer de 18.601.000 piastres à 14.998.000, celui de la marine de 11.945.000 à 9.194.000 piastres. Au Chili le congrès a, pour l'année 1903, réduit les propositions du gouvernement de 6.069.000 piastres portant sur le budget de la guerre et de la marine (1).

1. Voir *Economiste Européen*, 23 janvier 1903.

CONCLUSION

De l'étude de ces traités il se dégage les constatations suivantes :

En premier lieu, le traité d'arbitrage de 1902 n'a pas la force d'obligation absolue qu'on a voulu lui reconnaître ; sa clause restrictive très large permet de soustraire à l'arbitrage la plupart des différends. Par conséquent, lorsque les gouvernements soumettent les désaccords à l'arbitre, ce n'est pas parce qu'ils sont impérativement tenus de le faire en vertu des termes formels du traité de 1902, mais uniquement parce qu'ils ne veulent pas violer les engagements librement contractés, et fouler aux pieds la bonne foi et la loyauté réciproques qui ont présidé à la conclusion des conventions.

Toutefois le traité présente, au point de vue de l'obligation, une grosse supériorité. Il n'est pas en effet nécessaire qu'un traité soumette à l'arbitrage tous les différends sans exception. Nous

avons même démontré qu'il valait mieux qu'il n'en soit pas ainsi. Mais ce qui est, à notre avis indispensable, c'est que le traité donne pleine compétence à l'arbitre relativement à la procédure de manière à ce que les litigants ne puissent pas, d'une façon détournée et hypocrite en soulevant des difficultés de procédure, mettre obstacle à la solution du litige. Grâce aux dispositions contenues dans le traité les deux pays ne peuvent donc pas éviter l'arbitrage par des chicanes de procédure. Lorsqu'ils ne voudront pas d'arbitre, ils n'auront qu'un seul moyen de se soustraire à l'arbitrage : ils devront se retrancher ouvertement derrière la clause restrictive.

Il convient de rappeler que le traité présente une omission grave. Le moment où les litigants doivent se prévaloir de la clause restrictive n'est pas fixé. Sans doute il semble bien qu'ils ne devraient plus le faire dès l'instant où ils ont laissé commencer la procédure sans dire mot. Mais une disposition précise s'imposait sur ce point, et son absence est certainement très regrettable, car les litigants n'hésiteront peut-être pas à opposer la clause restrictive en tout état de cause, même au dernier pas de la procédure.

Telles sont les observations qui s'imposaient relativement à l'obligation à l'arbitrage.

Le choix de l'arbitre paraît excellent surtout

pour la raison que l'Angleterre paraît avoir le plus gros intérêt économique au maintien de la paix entre les deux pays. Quant à l'objection qu'on lui a faite, nous résumerons l'opinion exposée plus haut en disant que le danger d'une mainmise de l'Angleterre sur le Chili et l'Argentine nous paraît absolument chimérique.

La disposition, mettant entièrement aux mains de l'arbitre l'organisation et la marche de la procédure nous semble excellente. Mieux que personne en effet, celui qui est chargé de rendre la sentence, peut discerner ce qui sera utile à l'instruction et au règlement de la cause pendante.

Comme observation générale, nous dirons que ces traités ne sont pas les fruits d'aspirations pacifiques nées sous l'influence d'idées théoriques. Ils ne sont pas l'œuvre de théoriciens pacifistes : ils sont nés sous la poussée des faits. C'est en effet au moment où l'on commençait à jouir de la tranquillité due à la solution du conflit des frontières, tranquillité que l'on craignait de voir troublée à nouveau, que naquirent les projets d'accord et de convention d'arbitrage. Les deux pays étaient émerveillés de la conscience et de l'esprit d'équité avec lesquels le roi d'Angleterre s'était acquitté de sa tâche, Ils se rendirent compte alors qu'ils avaient eu raison de soumettre à l'arbitrage ce litige si

ancien et si désastreux, et dans le calme dont ils n'avaient pas joui depuis tant d'années ils envisagèrent avec joie la possibilité de résoudre de cette manière tous les conflits à venir. Et aussitôt sous la pression des faits on signa les accords. En effet, ce qui prouve amplement que ces traités de 1902 sont les descendants de la convention du 23 septembre 1898 par laquelle les deux gouvernements de l'Argentine et du Chili soumettaient au gouvernement Anglais la contestation des frontières, c'est que le nouveau traité emprunte à cette convention de 1898 la plupart de ses dispositions : Le roi d'Angleterre est conservé comme arbitre perpétuel ; il a les mêmes pouvoirs très étendus que ceux que lui donnait la convention de 1898.

Ces traités apparaissaient comme la garantie de la tranquillité dont on commençait à jouir, et qui était désirée si ardemment depuis tant d'années. Aussi la bonne foi et le contentement des deux pays furent-ils sincères au moment de la conclusion des accords. L'exposé des motifs des traités, la conclusion de la convention de limitation (cessation de la rivalité maritime) corroborent nos dires et prouvent abondamment que ces conventions ont été la solution pratique et heureuse donnée à la situation intolérable subie depuis si longtemps.

A ce sujet, disons brièvement que les traités ont répondu aux espoirs fondés sur eux : ils ont évité en effet la guerre qui paraissait inévitable entre les deux pays et favorisé les excellents rapports qui se sont établis entre le Chili et l'Argentine, surtout au point de vue économique. Ils ont fait des ennemis d'hier des amis et presque des alliés. Ils ont donc été une mesure très appropriée qui paraît recommandable pour des situations analogues.

C'est à ce sujet qu'il convient de mettre en relief le véritable caractère du traité de limitation. Il a été conclu, non principalement en vue de réaliser des économies, mais bien pour éteindre les défiances respectives qui venaient du côté de la mer. Nous avons vu qu'il avait eu pour résultat heureux de diminuer le poids des charges militaires qui pesaient sur les deux pays. Eteindra-t-il la rivalité maritime ? Nous ne saurions nous prononcer bien qu'*à priori* il paraisse devoir manquer ce but. La concurrence économique ne saurait tarder à devenir vive entre les deux pays de nature identique, et la question de l'hégémonie réapparaîtra emportant sans doute avec elle la dénonciation. L'état de choses établi par la convention de limitation n'est d'ailleurs que passager car il sera indispensable pour les deux pays d'élever

sous peu leurs forces militaires à la hauteur de celles des voisins.

En fait, les traités de 1902 ont-ils donné les résultats qu'ils laissaient espérer ?

On ne saurait nier, avant tout, qu'ils ne constituent l'effort le plus considérable fait jusqu'ici en vue de l'apaisement des esprits et du maintien de la paix.

Les déclarations et les engagements de l'acte d'introduction tendent à combattre la méfiance et les préventions réciproques, causes profondes de bien des malentendus.

Il est certain que la situation respective des deux pays et leurs rapports se sont, dès la signature des traités, rapidement améliorés. Dès les premiers mois l'amélioration du change marquait la reprise des affaires, et l'on peut même dire qu'un rapprochement cordial s'est fait entre les deux peuples jusque-là séparés par une haine soutenue.

Est-ce à dire que l'extraordinaire floraison économique de l'Argentine et du Chili soit due à la pacification et à la tranquillité résultant des traités. On ne saurait affirmer que c'est là la cause unique, mais c'est certainement un des facteurs les plus importants. Les relations commerciales se sont étendues entre les deux pays,

des ententes ont succédé aux guerres de tarifs, des mesures d'intérêt commun ont été prises. Les entreprises commerciales et industrielles que pendant longtemps la peur de guerres ruineuses avaient empêchées de naître, prospèrent en grand nombre, commanditées par les capitaux étrangers qui affluent maintenant. Il semble indiscutable que les traités ont été à ce point de vue de la plus haute utilité.

Les traités de 1902 réussiront-ils à maintenir cette paix féconde entre les deux Etats? L'on serait tenté d'en douter en raisonnant par analogie avec les autres conventions d'arbitrage américaines qui n'ont jamais abouti à aucun résultat durable. Cependant il semble bien que l'époque des luttes sanglantes soit finie sur le nouveau continent. Si malgré les efforts sincères constamment faits pour maintenir la paix celle-ci a toujours été troublée on doit en conclure qu'il existait dans cette partie du monde plus que partout ailleurs des causes nombreuses de conflit. Mais la plupart de ces causes disparaissent de jour en jour. Les délimitations de territoires sont faites ; les états prennent de plus en plus conscience de leurs droits et de leurs devoirs ; ils deviennent de plus en plus respectueux de leur souveraineté respective. En un mot il y a tout lieu d'espérer qu'une ère

nouvelle s'ouvre où l'arbitrage va pouvoir paisiblement jouer.

Ce n'est d'ailleurs pas ici le lieu de développer plus longuement cette idée. Nous n'avions pas à nous occuper des conséquences de fait du traité, heureuses ou néfastes, ni de son efficacité positive. Une étude aussi complexe avec les faibles moyens d'investigation à notre portée eut été légère et vaine. Seule nous intéressait la structure juridique du traité. A ce sujet nous concluons nettement en disant que le traité du 28 mai 1902, s'il présente certaines innovations bien propres à faciliter l'arbitrage, n'est pas le traité d'obligation absolue que certains ont cru voir en lui. La « soupape de sûreté », bien que rédigée différemment, est aussi large que celles que présentent les autres traités d'arbitrage, ce n'est donc pas encore avec lui qu'apparaît l'arbitrage général d'obligation absolue. Le traité conclu par la Bolivie et le Pérou, traité sans clause restrictive, a tenté de réaliser cette dernière forme de l'arbitrage : l'on est porté à être sceptique sur son efficacité, et son sort paraît devoir être le même que celui des traités de même nature qui l'ont précédé, et dont l'existence fut éphémère. De pareils traités, d'ailleurs, s'ils étaient exécutés à la lettre, ne manqueraient pas à coup sûr d'avoir pour les états qui auraient ainsi

abandonné la direction de leurs propres destinées, les conséquences les plus désastreuses.

Au point de vue des résultats positifs des traités Chilo-Argentins, nous ne pouvions qu'attirer l'attention des historiographes du droit international sur cette expérience unique et inespérée.

Vu : le Président de la thèse

PILLET

Vu : le Doyen

CAUWÈS

Vu, et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Mérignhac*. — Traité de droit public international, 2 vol.
Paris, 1905.
- Traité théorique et pratique de l'arbitrage international. Paris, 1895.
- Les traités d'arbitrage au xx^e siècle. — Revue politique et parlementaire, 1904, t. XXXIX, p. 281.
- Accord Franco-Anglais et Franco-Italien. — Revue gén. D. I. P., 1903, p. 135.
- Arnaud*. — Les traités d'arbitrage permanent entre peuples, 1895.
- Besson*. — De l'arbitrage international. — Revue politique et parlementaire 1898, t. XVII, p. 341.
- Valry*. — Un livre nouveau sur l'arbitrage.
- Passy*. — L'arbitrage international.
- Piédelièvre*. — Précis de D. I. P. 1894-1895.
- Valmigère*. — De l'arbitrage international, 1898.
- Langlade*. — De la clause compromissoire.
- Descamps*. — Essai sur l'arbitrage international, 1896.
Rapport à la Conférence de La Haye sur la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, 1896.

Belmar. — Droits et garanties de la République Argentine.

D'Avril. — De l'arbitrage international, 1898.

De Martens. — Nouveau recueil des traités, 2^e série,
t. XII, p. 491, 1898.

Langlade. — De la clause compromissoire et des traités
d'arbitrage permanent dans le D. Int. Moderne,
1899.

Bellaire. — Etude historique sur les arbitrages.

Clère. — Etude historique sur l'arbitrage international.

Dumas. — Les sanctions de l'arbitrage international.

Finlay. — L'arbitrage international, nov. 1904.

Floyd-Clarke. — L'arbitrage international, 1907.

Godefroy. — Les traités généraux d'arbitrage conclus
par la France, 1905.

Féraud-Giraud. — Revue de D. Int. comparé, t. XXIX,
p. 333.

Moulin (Henri-Alexis). — Le litige Chilo-Argentin et
délimitation politique des frontières naturelles.

David (Charles). — Le traité Chilo-Argentin. — Ques-
tions diplomatiques et coloniales, 15 oct. 1903.

Economiste Européen. — 23 janvier 1903.

Rolland. — Revue G. de D. Int. Public.

— Traité Chilo-Argentin, t. V, p. 547.

— Archives diplomatiques, 1904, t. XXXIX, p. 1202.

Corsi. — Traité Italo-Argentin, t. XI, p. 9 et s., t. V,
p. 868.

Bonfils. — T. Int. Public, édition Fauchille.

Varela (L.-V.). — La Rép. Arg. et le Chili. — Histoire

- de la démarcation de leurs frontières, Buenos-Ayres, 1899.
- Alvarez*. — La théorie de l'arbitrage permanent et le conflit des limites entre le Chili et la République Argentine. R. G. D. I. P., t. V, p. 422.
- Pillet*. — Lettre sur la question de l'arbitrage.
- Martinez* (Albert-B.), *Lewandowski* (Maurice). — Argentine au **xx^e** siècle.
- Thèse André, Paris, 1903.
- Pradier-Fodéré*. — Principes de droit International et Public.
- Kamarowski*. — Le tribunal international.

